

**GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT**

Numéro du Projet : _____

Titre du Projet : *Appui à la mise en œuvre du Programme National Plateformes multifonctionnelles*

Secteur d'intervention : *lutte contre la pauvreté*

Date estimative de démarrage : *Avril 2008*

Durée : *4 ans*

Contribution du gouvernement: *1.500.000.000 FCFA*

Agence d'exécution : *NEX : Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF)*

Ressources

TRAC : 100 000 \$ US

Participation aux Coûts :

4 300 000 \$ US

Total : 4.400.000 \$ US

DESCRIPTION SUCCINCTE

Le projet est un appui du PNUD à la mise en œuvre du Programme national plus large de 1500 plateformes que le Gouvernement a adopté en 2005. Il permettra de créer entre 200 et 400 unités supplémentaires (au profit de 260000 ruraux) au cours des 4 prochaines années. Financé sur la base d'une contribution de la fondation Bill & Melinda Gates dans le cadre d'une approche régionale de vulgarisation des plates-formes, cet appui devra permettre d'initier le Programme national de diffusion à large échelle des plateformes et de mobiliser d'autres contributions nationales et internationales nécessaires à l'atteinte des objectifs fixés par le gouvernement. Ce projet étudiera différentes options technologiques, institutionnelles et financières susceptibles d'accroître et de diversifier les activités génératrices de revenus des femmes rurales.

Par ailleurs, les résultats de ce projet seront directement intégrés à l'élaboration d'une initiative ambitieuse à l'échelle de l'Afrique subsaharienne, qui vise 200 millions de personnes (c'est-à-dire la moitié de la population rurale de la région). Une fois mise en œuvre, cette initiative mobilisera les actions coordonnées et élargies des gouvernements, des communautés, du secteur privé et des acteurs de l'aide au développement, des ONG nationales et internationales de développement, pour généraliser l'accès des petites exploitantes d'Afrique subsaharienne aux services modernes de transformation des produits agricoles.

Au Nom de

Signature

Date

Nom/titre

Gouvernement du Mali

Agence d'Exécution

PNUD



[Handwritten signature] *26.8.08*

27/08/08 *M^{me} S. Haïfa Kinto*

29/08/08 *J. Byll-Catanzar*

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

I.1 CONTEXTE

Le gouvernement du Mali, fort du succès enregistré dans la mise au point et une première dissémination de la plateforme multifonctionnelle, a adopté en Conseil des Ministres en décembre 2005 un Programme national 1500 plateformes. D'un coût total de 15 milliards de FCFA, la mise en œuvre de ce programme requiert une mobilisation coordonnée d'importantes ressources nationales et internationales dont le gouvernement a demandé au PNUD de jouer le rôle de chef de file. C'est à ce titre que le PNUD a entrepris des démarches auprès de la fondation Bill & Melinda Gates et obtenu pour le Programme du Mali une première contribution de 4,3 millions de dollars. Les résultats de cet apport seront déterminants non seulement dans la poursuite de l'accompagnement de la fondation, mais aussi et surtout pour l'engagement d'autres partenaires. La participation financière directe de l'Etat aux coûts confortera les résultats et le plaidoyer confié au PNUD.

I.2 JUSTIFICATION

L'introduction de la plateforme multifonctionnelle au Mali a permis des changements considérables dans les conditions de vie des populations concernées, en particulier celle des femmes, et contribué ainsi à l'atteinte de certains des OMD. Des études (Diagana, 2001 et Columbia University, 2003) ont mis en relief l'incidence positive manifeste de la plateforme sur l'augmentation du taux de scolarité surtout celui des filles, du taux de fréquentation des centres de santé par les femmes, des revenus des femmes, du gain de temps, en plus de l'allègement en dépense d'énergie musculaire des femmes, préoccupation initiale du développement du concept.

Après une phase pilote du projet plateformes multifonctionnelles qui s'est déroulée de 1995 à 1998 et qui a abouti à la mise en place de 48 plateformes, une première phase de vulgarisation de 450 s'est déroulée de 1999 à 2004, grâce à l'appui continu du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui, en plus de ses propres ressources, en a mobilisées auprès de plusieurs partenaires (Norvège, Danemark, ADEME, Suisse, donateurs individuels).

A ce jour, les résultats ci-dessous ont été acquis :

- ✚ Plus de 600 plates formes installées dont 21 équipées de réseaux d'eau et plus d'une soixantaine en réseaux d'éclairage.
- ✚ Plus de 3000 femmes alphabétisées et formées en gestion;
- ✚ Plus de 80 artisans formés dont certains équipés en moto et en outillage;
- ✚ 20 bureaux d'études formés en études de faisabilité;
- ✚ etc.

Initié il y a de cela plus de 10 ans, la plateforme s'est imposée par sa contribution à la réduction de la pauvreté. Du Mali comme seul pays au départ, elle a été adoptée aujourd'hui par le Sénégal, le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée et se trouve en bonne perspective dans d'autres pays tels que la Mauritanie, le Bénin, le Tchad etc. Aussi cette solution a été adoptée dans le « LIVRE BLANC » de la CEDEAO sous- forme de force motrice comme réponse à la composante énergie/ pauvreté.

Malgré les résultats remarquables obtenus par le Projet, qui ont suscité l'engouement des populations rurales à acquérir les plateformes multifonctionnelles et l'intérêt des pouvoirs publics pour cette infrastructure de lutte contre la pauvreté, les différentes évaluations ont cependant révélé des insuffisances du cadre institutionnel en ce qui concerne notamment le

statut juridique, les départements de rattachement et l'articulation avec la décentralisation.

L'un des défis majeurs à relever est sans nul doute celui de la montée en puissance de la mise en place des plateformes, tout en maintenant et consolidant les 600 PTFM installées. Mieux, le présent appui dans son exécution devra servir de tremplin pour une généralisation de la PTFM à tous les villages qui le désirent. Les enjeux dans ce cadre porteront dès lors sur les aspects suivants :

- ✚ la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel viable pour la mise en œuvre efficace du Programme national 1500 plateformes ;
- ✚ l'assurance en ce qui concerne la mobilisation des ressources nécessaires (Etat, partenaires et population) à la mise en œuvre du Programme ;
- ✚ la viabilité commerciale en fonction de la capacité du Projet à fournir des services adaptés aux besoins des populations ;
- ✚ l'émergence de la culture de la rentabilité et de la viabilité économique de la PTFM en plus de sa fonction sociale ;
- ✚ la viabilité organisationnelle qui sera fonction de l'opérationnalité de la structure chargée de l'exécution du Programme notamment, par sa dotation en ressources humaines de qualité et la flexibilité de son management.

C'est donc logiquement sur la base de ces enjeux et défis que la définition d'un cadre institutionnel approprié devient une impérieuse nécessité en vue de répondre aux objectifs du changement d'échelle, de capitaliser et de consolider les acquis déjà enregistrés.

➤ **Enjeux du programme national 1500 plateformes**

Au regard de la forte demande sociale engendrée par le projet précédent, de la volonté du Gouvernement de multiplier leur implantation et de l'intérêt des partenaires au développement, un processus de généralisation de la PTFM a été décidé avec l'élaboration et l'adoption d'un programme national de développement des Plateformes avec l'assistance technique du PNUD.

Ce nouveau programme national a l'ambition, dans le cadre du CSLP/CSCR (2007-2011) basé sur l'atteinte des OMD, de contribuer à élargir la disponibilité des services énergétiques en vue d'accélérer l'accès aux Services Sociaux de Base, avec un effet multiplicateur sur les infrastructures de base à caractère prioritaire (santé, école, hydraulique) et d'accroître les revenus dans la sphère économique des populations rurales.

Cette montée en puissance du projet PTFM exige une fourniture de services énergétiques basés sur le pilier de la force motrice, une couverture spatiale à dimension nationale, des services efficaces, multifonctionnels qui s'inscrivent dans la durabilité.

Cela requiert en conséquence:

- ✚ Une exploitation optimale des synergies avec les autres piliers énergétiques, et notamment l'électrification rurale,
- ✚ Une plus grande intégration de la PTFM dans le processus de planification décentralisée et dans les programmes sectoriels nationaux déconcentrés
- ✚ Une mobilisation soutenue des acteurs dans le territoire d'implantation de la PTFM
- ✚ Une mise à profit des opportunités de financement de la PTFM dans le cadre d'un partenariat « gagnant - gagnant »
- ✚ Un réajustement et un redimensionnement de la technologie de la PTFM dans une

- ✚ Une intégration explicite du projet PTFM dans le CSLP/CSCR, à travers l'accès aux services énergétiques entendu comme un des axes prioritaires d'intervention ;
- ✚ La mise en place d'un cadre institutionnel approprié, des mécanismes de gestion et de fonctionnement efficient et des partenariats institutionnels efficaces.

L'expansion des activités de la PTFM devrait permettre de maximiser la valeur ajoutée en milieu rural et de procurer des revenus monétaires aux populations, en particulier à la frange féminine et aux jeunes; elle repose sur une disponibilité locale d'énergie adaptée et à bon marché ainsi que l'accès accéléré SSB.

La stratégie d'accès à l'électrification rurale, dans le cadre des objectifs nationaux de réduction de la pauvreté, repose sur deux axes:

- ✚ l'électrification rurale et création de richesses notamment par le développement des capacités productives;
- ✚ l'électrification rurale et amélioration des conditions de vie des populations en matière d'eau, de santé, d'étude, de communication, et commodités diverses qui visent à alléger les travaux des femmes..

La mise en œuvre de cette stratégie rendra nécessaire :

- ✚ L'intensification du partenariat avec des institutions et organisations d'aide au développement en privilégiant une forte coordination avec les acteurs comme (ANICT, AMADER etc.) en vue d'harmoniser les interventions et les niveaux de subvention des Plateformes multifonctionnelles au plan national ;
- ✚ Le renforcement de la qualité du système PTFM à travers notamment la professionnalisation du réseau électrique;
- ✚ La création d'un label PTFM clair assorti d'une stratégie de communication beaucoup plus large ;
- ✚ Le renforcement des activités génératrices de revenu dans le futur programme
- ✚ L'autonomisation de la gestion et la pérennisation des activités du nouveau programme national PTFM,

II. OBJECTIFS DU PRESENT PROJET D'APPUI

Le présent projet d'appui constitue l'amorce de la mise en œuvre du Programme national 1500 plateformes et vise trois objectifs interdépendants et solidaires :

1. Le premier objectif consiste à permettre aux petites exploitantes agricoles d'accroître et de diversifier leurs revenus grâce à la mise en service de 200 à 400 PTFM agro entreprises au Mali. La réalisation de cet objectif augmentera de manière significative le nombre de ces unités dans le pays et apportera une importante contribution à l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural. En outre, elle fournira au projet un nombre d'entreprises suffisant pour étudier les différentes options technologiques, institutionnelles et financières susceptibles d'accroître et de diversifier les activités génératrices de revenus des femmes rurales dans des contextes sociaux, économiques et agro climatiques différents. Les résultats de ces études aideront à identifier les meilleures pratiques au profit d'autres initiatives similaires.

2. Le deuxième objectif consiste à renforcer les capacités humaines et institutionnelles jugées essentielles à l'expansion de la prestation de services à l'échelle communautaire. Avec la capacité limitée du pays à prendre en charge les programmes PTFM élargis, il est absolument nécessaire de consacrer des fonds au renforcement des capacités institutionnelles

aux niveaux national et local. En le faisant en amont, le projet permettra des économies d'échelle, réduisant ainsi le coût unitaire d'une PTFM.

3. Le troisième objectif du projet vise à permettre au gouvernement du Mali de mobiliser les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de l'ensemble de son programme PTFM en développant une véritable stratégie en la matière et en regroupant les meilleures pratiques en modèles d'agro-entreprises rurales qui soient répliquables et adaptables à grande échelle.

III. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'APPUI

Le projet qui s'exécutera sur quatre ans commence par la préparation d'un plan d'action. Celui-ci doit exposer en détail les rôles et responsabilités des acteurs clés, leur organisation hiérarchique et les activités spécifiques à entreprendre au cours des quatre prochaines années. Après la finalisation de ce plan d'action, le projet initiera trois axes de travail interdépendants et parallèles.

- ✚ Le premier consiste à mettre en service 200 à 400 PTFM agro entreprises au Mali. D'après les estimations, le processus de mise en service de ces entreprises, qui durera environ 24 mois et débutera par l'identification des villages cibles potentiels et se terminera par l'instauration d'un système de suivi évaluation, se déroulera en 4 ans¹⁷. Pendant cette période, le projet testera différents services agroalimentaires et énergétiques, ainsi que les options technologiques et financières nécessaires pour fournir ces services afin d'accroître et de diversifier les activités génératrices de revenus des femmes rurales.
- ✚ Parallèlement à la mise en service des plateformes, une série d'activités de renforcement des capacités sera initiée en vue de renforcer les institutions locales et nationales en matière de mise en œuvre du projet. Ces activités incluront, entre autres, la formation des formateurs à tous les aspects de la mise en service des PTFM, l'appui aux institutions publiques nationales en matière de suivi évaluation des résultats de projets, la sensibilisation des institutions financières locales au sujet des entreprises, l'appui aux partenaires nationaux en termes de diversification des activités génératrices de revenus et, finalement, le test de l'utilisation des biocarburants.
- ✚ Il sera également procédé à la vérification de la prise en charge adéquate de l'extension du programme PTFM national par les politiques (notamment la stratégie de réduction de la pauvreté) et le budget de l'Etat. Parallèlement à ces activités, le projet entreprendra la mise à niveau des réseaux de connaissances existants, dont les sites Web et les outils de communication, en vue de faciliter la codification et le partage des connaissances. Le projet va en outre concevoir et mettre à niveau les outils et les guides opérationnels relatifs à tous les aspects de la mise en service des PTFM, tels que l'installation de nouvelles technologies, l'accès au micro crédit, la conduite des études de faisabilité et du suivi évaluation. Ce point est indispensable à l'exécution du projet, car il constitue un moyen économique de transférer le savoir-faire technique et d'assurer le contrôle de qualité.

¹⁷ Les PTFM seront probablement installées selon la répartition suivante : Année 1 : 15 %, année 2 : 40 %, année 3 : 40%, année 4 :5 %

Pour tirer parti des importantes possibilités d'extension, le projet débutera immédiatement par une série d'activités de formation et d'évaluation destinée à informer et à accélérer une plus large réplique des PTFM agro entreprises.

La série commencera par un inventaire général et une analyse des expériences PTFM antérieures et de leurs résultats, sur la base des données et informations disponibles à ce jour. Cette activité, à mener sous la conduite d'un universitaire sélectionné (voir aussi la section sur le suivi et évaluation), permettra également de définir un ensemble d'évaluations thématiques détaillées des PTFM qui seront effectuées en cours de projet, notamment celles des nouveaux outils/services agricoles, des nouveaux mécanismes de financement tels que le micro crédit, l'utilisation des biocarburants, la dynamique genre et les impacts socioéconomiques. A partir de ces évaluations et de l'inventaire qui les a précédés, le projet dégagera les meilleures pratiques et les présentera sous forme de modèles d'agro entreprises rurales pouvant être répliqués dans divers contextes sociaux, économiques et agro climatiques. Ces modèles serviront de base pour l'élaboration et le lancement du plan national d'extension et des propositions de Budget en vue de couvrir tous les villages qui ont besoin de services de transformation des produits agricoles. Ils serviront également de base pour concevoir et partager une stratégie de réplique des PTFM agro entreprises avec les acteurs internationaux du développement basés dans les autres pays de la CEDEAO et en dehors de l'Afrique de l'Ouest. La conception du projet s'inspire des leçons tirées de l'expérience malienne au cours de la dernière décennie, mais aussi de l'assistance du PNUD à d'autres pays ouest-africains pour l'élaboration de leurs programmes PTFM nationaux respectifs. Ces paramètres clés sont décrits ci-dessous.

Caractérisation de la population cible

Le projet sera implanté, pratiquement dans des localités dont les acteurs ont déjà la capacité de le planifier, de l'exécuter et de le suivre. Ces localités conviennent également du point de vue agricole, dans la mesure où elles abritent quelques-uns des plus importants systèmes de culture d'Afrique de l'Ouest (notamment ceux du « mil/sorgho agropastoral » et de « culture mixte céréales/tubercules »), avec des arbres tels que le karité, dont les noix sont généralement cueillies pour produire le beurre de karité. Dans ces zones, on ciblera les villages ruraux de 500 à 2 000 habitants, car ils correspondent à la taille idéale d'une PTFM agro entreprise. Les villages de moins de 500 habitants ont moins de chances de supporter ces entreprises au plan économique, tandis que les villages de plus de 2 000 habitants présentent souvent des structures socioéconomiques qui compliquent la gestion d'une entreprise communautaire.

Même si le projet peut avoir des effets positifs à la fois sur les hommes et sur les femmes, il vise avant tout les femmes, qui sont généralement chargées de la transformation des produits agricoles en milieu rural. Avec des journées de travail plus longues que celles des hommes, les femmes ont un accès limité aux ressources (infrastructures, crédit, éducation et information, terre, etc.), ainsi qu'aux sources de revenus. Aussi, le projet espère-t-il atténuer l'effet d'un des principaux obstacles qui empêche de réaliser et de tirer parti des avantages liés à l'agriculture à valeur ajoutée en privilégiant les femmes et en allégeant leurs contraintes de temps. Dans les régions ciblées, la quasi-totalité de la clientèle des entreprises est pauvre, avec un revenu moyen largement inférieur à 1 USD par jour. Il s'agit en outre de régions défavorisées en termes d'accès aux services sociaux de base, tels que l'électricité et l'eau potable. Pour ce qui est des propriétaires et des gérants des entreprises, ils sont élus par les associations féminines et formés par le projet en vue de garantir la durabilité de l'entreprise PTFM. Les femmes sont généralement illettrées, mais elles sont souvent chargées de gérer les ménages, dont certains peuvent compter plus de 20 personnes.

Afin de s'assurer qu'il cible les femmes qui ont le plus besoin de meilleurs services de transformation des produits agricoles, le projet s'occupera en premier des villages qui ont peu accès aux sources d'énergie moderne. L'absence d'accès aux sources d'énergie moderne dans ces petites localités isolées rend le travail des femmes encore plus pénible et long.

Une fois arrivé à son terme, le projet aura permis à près de 260 000 hommes et femmes ruraux d'accéder à de meilleurs services de transformation des produits agricoles (un village PTFM compte en moyenne 1 300 habitants). L'expérience montre que, sur ces 260 000 personnes, environ 20 % (soit 52000) sont constituées de femmes économiquement actives, capables de payer régulièrement les services des entreprises. Ces 52 000 femmes constituent la clientèle des entreprises et les « bénéficiaires directes » de ce projet. Les 208 000 hommes et femmes restants constituent les bénéficiaires indirects.

3.1 PARTENARIAT DU PROJET D'APPUI

Le projet PTFM a suscité beaucoup d'enthousiasme auprès de nombreux acteurs et un vif intérêt des Pouvoirs publics. L'Etat a ainsi manifesté sa volonté de soutenir le projet PTFM par des apports substantiels, à travers les ressources PPTTE et une communication politique forte sur la PTFM et l'adoption en décembre 2005 d'un document de programme national pour l'installation de 1500 plateformes multifonctionnelles. De nombreux partenaires comme l'AMADER, l'AMADE à Tombouctou, le GRAIP à Gao, ASSADDEC à Kidal, les services régionaux de l'hydraulique ont pu nouer des formes de collaboration avec le projet PTFM en vue d'améliorer l'accès à l'énergie de façon générale et à l'électricité l'eau potable en particulier.

En vue de construire de véritables partenariats à caractère stratégique autour du programme national PTFM, il est apparu nécessaire définir les domaines d'intérêt commun, les champs de compétences et de déterminer les rôles et responsabilités des acteurs concernés.

Ainsi, la stratégie de partenariat du projet s'appuiera sur les réseaux de partenaires existants pour accompagner le programme national. Au niveau national, le projet établira des partenariats avec divers acteurs techniques afin de créer des synergies entre les activités sectorielles (ex : l'appui aux micros entreprises, à l'éducation, etc.). Ces partenariats viseront les objectifs suivants :

- ✚ Entreprendre une programmation conjointe afin de garantir une plus grande efficacité et un meilleur impact des différentes activités ;
- ✚ Mobiliser les ressources issues des programmes sectoriels existants ;
- ✚ Entreprendre le suivi évaluation conjoint des activités du projet, y compris celui de la réussite de la programmation conjointe.

Le projet ciblera également des partenaires issus de la société civile, des bailleurs de fonds ainsi que du secteur privé afin de jeter les bases des partenariats au niveau local.

Au niveau local, le projet mettra l'accent sur la mobilisation des acteurs indispensables pour fournir les services demandés par les bénéficiaires. Il s'agit des acteurs suivants :

- ✚ Autorités locales qui ont joué un rôle décisif dans la planification, la budgétisation et le suivi de la mise en œuvre. Ces autorités doivent être mandatées et posséder les capacités financières nécessaires pour participer à des activités touchant aux infrastructures, telles que les réseaux d'approvisionnement en eau et en électricité.
- ✚ Directions régionales des ministères, agences et programmes sectoriels, y compris les programmes des bailleurs de fonds, qui sont mandatées et possèdent les capacités pour seconder l'équipe du projet et les bénéficiaires dans les domaines suivants : (1) alphabétisation, (2) accès à la micro finance et (3) création et gestion d'entreprises.

- ✚ ONG capables de fournir les services adéquats, mais aussi de gérer les bureaux de l'administration locale dans le cadre d'un contrat de sous-traitance.
- ✚ OCB et experts locaux capables, sur la base d'un contrat de sous-traitance, d'apporter un appui direct aux villages, tant en termes de renforcement des capacités que d'assistance en matière de suivi des activités du projet.
- ✚ Artisans locaux, qui fournissent, installent et entretiennent les équipements PTFM.
- ✚ Institutions de micro finance, qui octroient le crédit pour l'acquisition et la mise à niveau des PTFM.

3.1.1 IDENTIFICATION DES SECTEURS A FORT POTENTIEL DE PARTENARIAT

- 1) Le développement du partenariat autour de la PTFM est étroitement lié aux synergies intersectorielles qu'elle peut charrier. Il s'agit de secteur à fort potentiel d'utilisation des services énergétiques liés aux priorités retenues par le CSCRP, en particulier :
 - Pré électrification rurale,
 - Hydraulique rurale ;
 - Santé ;
 - Education ;
 - Développement local et promotion de PME
 - Emploi et Formation professionnelle
- 2) Les thèmes du partenariat concernent les domaines
 - Institutionnel
 - Technique
 - Financier
- 3) Le niveau stratégique de planification et de programmation ainsi que le niveau opérationnel d'exécution et de suivi seront pris en compte dans le développement des partenariats

Ces nouveaux partenariats tireront également leur efficacité par leur déclinaison à la fois au niveau local et national.

3.1.2 LES PARTIES PRENANTES IDENTIFIEES

3.1.2.1 AMADER

La stratégie d'intervention de l'AMADER comprend 3 volets :

- Pré électrification (PTFM);
- Petits projets initiés spontanément par les Partenaires privés (PCASER) ; 15 Projets qui ont permis d'électrifier les localités concernées pour 9 911 abonnés
- Les Projets d'envergure initiés sous forme de zone d'électrification multisectorielle (ZEM)

L'AMADER explore également le secteur des biocarburants, comme nouvelle opportunité face au renchérissement du coût des produits pétroliers.

L'expérience de partenariat conduite avec le projet PTFM pour la construction de réseaux électriques en milieu rural, a concerné environ 64 localités. Celles-ci ont bénéficié de plateformes multifonctionnelles, avec 3371 points d'éclairage public et un total de 7 190 abonnés.

L'évaluation de ce partenariat avec l'AMADER a démontré quelques contraintes :

Au plan institutionnel :

Variété des schémas dans le partenariat :

- Cas de maîtrise d'ouvrage de la PTFM par le projet et cas de maîtrise d'ouvrage de la PTFM par AMADER
- Concernant le réseau électrique, maîtrise d'ouvrage assurée systématiquement par AMADER avec délégation à un maître d'œuvre chargé de l'exécution et/ou à un opérateur privé chargé de la distribution et de la commercialisation de l'énergie

Au plan technique :

- des pannes répétées de la PTFM, notamment le viblebrequin quand l'approche n'a pas été respectée,
- faiblesse de la puissance de la PTFM par rapport aux besoins, entraînant de fortes variations de la tension et de la fréquence ;
- Survoltages et la dégradation des appareils connectés

Au plan de la gestion

Une gestion caractérisée par:

- Une faible appropriation par les populations, surtout dans les villages où l'approche participative du projet n'a pas été respectée,
- Des rapports difficiles entre groupements féminins et opérateurs électriques ;
- Une gestion financière déficiente

Le partenariat avec l'AMADER se fera ainsi :

- Limiter la problématique de pré électrification par la PTFM dans les villages de moins de 500 hbts
- Faire assurer systématiquement l'implantation par le Programme National PTFM suivant l'approche participative éprouvée au cours de la phase pilote
- Faire assurer la mise en place et la supervision du réseau électrique local par l'AMADER
- Positionner l'opérateur AMADER en aval de la PTFM comme acheteur d'énergie et vendeur d'électricité au niveau communautaire

- Mettre en place un système d'indicateurs communs et un mécanisme conjoint de suivi ;
- Recommander une étude de capitalisation sur le partenariat PTFM/AMADER autour des réseaux éclairage avec l'appui du PREP

3.1.2.2 Direction Nationale de l'énergie

La Direction nationale de l'énergie est chargée de préparer la politique énergétique, d'en assurer le suivi et le contrôle pour le compte du ministère de l'énergie et de l'eau. Le partenariat sera basé sur L'étude des possibilités de collaboration avec le Programme National PTFM, notamment le projet d'énergies solaire et renouvelable, le projet de développement et le projet de valorisation de la plante pourghère.

3.1.2.3 Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle (Direction nationale de la formation et APEJ)

Ces deux directions sont dans une dynamique de recherche d'opportunités de création d'emplois et de formation insertion, en priorité en milieu rural. Ces politiques sont menées à travers des programmes d'aménagement hydro agricoles, des actions de valorisation des produits locaux comme la mangue, le riz, le manioc... et de renforcement des capacités en apprentissage, employabilité des jeunes, promotion des petites entreprises

La PTFM est perçue comme outil de promotion économique des femmes et de professionnalisation des acteurs dans les métiers, un cadre de formation et support à l'apprentissage pour la modernisation des filières agroalimentaires.

Des domaines comme l'électricité, la mécanique et l'encadrement technique et les différentes activités productives autour de la PTFM constitueraient des priorités dans un partenariat à nouer.

La direction nationale de la formation pourrait apporter un encadrement pour l'identification des cibles, la détermination des modules, la planification de leur mise en œuvre et le suivi des processus d'insertion

Aussi la création et la consolidation d'emplois en milieu rural, en priorité en direction des femmes, en rapport avec la volonté politique d'insertion des femmes et des jeunes dans les circuits productifs pourront se faire à travers :

- La formation professionnelle et apprentissage autour de la PTFM
- L'exploitation du potentiel d'entrepreneuriat autour de la PTFM par la promotion et le soutien des projets privés portant sur la création de nouvelles unités dans les secteurs de l'agro-industrie;
- L'insertion professionnelle dans des secteurs tels que le développement des rizeries, la

- La promotion du marché de maintenance autour des 2000 PTFM programmées
- Suivi conjoint d'indicateurs communs

3.1.2.3 Direction Nationale des Collectivités territoriales

Le Programme national Plateformes compte couvrir l'ensemble du territoire, soit 703 communes. A ce titre, l'outil plate-forme constitue pour les communes une opportunité dans la promotion du développement économique local.

Pour la décentralisation, il serait nécessaire pour la PTFM de passer de l'approche communautaire villageoise à une approche inscrite dans le processus des PDESC, à l'échelon des communes.

En vue de faire de l'accès aux services énergétiques (ASE) une composante intégrante du développement local il est nécessaire :

- D'inscrire la PTFM dans les PDESC ;
- D'accentuer les efforts de renforcement de capacités des acteurs des collectivités locales en planification/programmation,
- De proposer des apports de financement via les PDESC ;
- De développer des synergies avec le « panel » des partenaires en vue d'éviter les duplications dans les interventions.

3.1.2.4 Direction Nationale de l'Hydraulique

Le Document du Plan National d'accès à l'eau potable du Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau répond à l'objectif du millénaire visant à réduire de moitié la proportion de personne n'ayant pas accès à l'eau potable d'ici 2015.

En effet, le CSCRP se fixe l'objectif, en matière d'alimentation en eau potable, de faire passer le taux d'accès de 64,4% en milieu rural en 2005 à 68,4% en 2007 et 73,2% en 2011.

La stratégie consiste à (i) la réhabilitation de PEM existants sélectionnés pour une exploitation à long terme, (ii) la création de nouveaux PEM complémentaires pour que les besoins en eau potable selon la norme d'équipement définie par l'Administration de l'Eau de tous les villages soient satisfaits à l'horizon 2015, (iii) la réalisation de Système d'hydraulique villageoise améliorée) dans les gros villages à plus de 2000 habitants.

La PTFM apparaît dans ce cadre comme un outil de modernisation des systèmes d'exhaure par pompage mécanique et contribue à accélérer l'atteinte des objectifs ci-dessus :

- Apporter la source de motricité pour les systèmes de pompage dans les villages à moins de 500 hbts.
- Collaborer à la planification et la programmation des ouvrages hydrauliques des zones concernées, en rapport avec les conseils régionaux et locaux de l'eau ;

- Mettre en place un système commun de gestion avec des règles convenues
- Mettre en place un dispositif de suivi et d'évaluation sur une base concertée.

Ainsi les actions suivantes devront être conduites pour pouvoir nouer de véritables partenariats stratégiques et prendre en compte des orientations définies dans la Lettre de cadrage politique du Chef de l'Etat et la loi d'orientation agricole ; il s'agit notamment des points suivants:

- Le Dialogue et concertation avec les parties prenantes identifiées
- La Détermination précise du potentiel de partenariat
- La Définition du cadre institutionnel, des champs d'application, des obligations et engagements et résultats attendus
- L'élaboration de mécanismes de planification et de programmation,
- La conception d'un dispositif commun de suivi évaluation.

Considérations d'ordre écologique : explorer l'usage des biocarburants

Presque toutes les PTFM installées fonctionnent au diesel. A court terme, cela ne représente pas une menace sérieuse pour l'environnement, la plupart des PTFM ne fonctionnant que quelques heures par jour. Par contre, à long terme, une transition vers d'autres sources d'énergie peut s'avérer nécessaire, en particulier si la hausse des prix du pétrole à l'importation se poursuit et que la dépendance vis-à-vis du pétrole étranger perdure. Heureusement, le moteur de PTFM indien de type Lister fonctionne indifféremment au diesel et au biodiesel (huile extraite de la plante de jatropha ou huile de palme), sans aucune modification¹⁸. En Afrique de l'Ouest, moins de cinq plates-formes sont alimentées au biodiesel à l'heure actuelle.

C'est l'huile de jatropha qui est utilisée dans la plupart des cas. Le jatropha (pourghère) est un arbuste originaire d'Amérique du Sud, résistant à la sécheresse, qui pousse facilement dans différentes régions d'Afrique. Les facteurs ci-dessous favorisent son utilisation pour les PTFM :

- ✚ La transformation des fruits de jatropha apporte une valeur ajoutée aux ressources locales.
- ✚ La plantation de jatropha crée un brise-vent et freine l'érosion des sols.
- ✚ l'arbuste de jatropha est un produit à faible apport d'intrants, qui peut pousser sur des sols peu fertiles. Il est également résistant à la sécheresse.
- ✚ La production d'huile de jatropha pour le carburant réduit les sorties de trésorerie du village (l'huile et le savon de jatropha peuvent remplacer le carburant et le savon achetés ailleurs).
- ✚ La production d'huile de jatropha crée des perspectives d'activités génératrices de revenus, telles que la fabrication de savon à l'aide de sédiments et d'huile.

¹⁸ Les essais techniques effectués entre 1993 et 1996 ont montré que le moteur peut passer à l'huile végétale locale sans aucun signe de baisse de puissance en permutant entre les deux types de carburant.

- ✚ Le tourteau de jatropha, un sous-produit, est un engrais organique pour les cultures. Il contient de la matière organique qui améliore la capacité de rétention d'eau des sols et accroît l'efficacité des fertilisants minéraux.
- ✚ L'huile de jatropha est un carburant neutre en dioxyde de carbone : lorsqu'elle brûle, elle ne dégage pas plus de dioxyde de carbone que le volume investi pour la faire pousser.
- ✚ Pour encourager l'adoption des biocarburants (comme l'huile de jatropha), le projet mènera une expérience pilote d'utilisation dans 6 villages qui servira à tester l'adaptabilité technologique des PTFM à différents biocarburants et à identifier des perspectives d'extension et les obstacles à leur plus large adoption. Cela implique une étroite collaboration avec les institutions universitaires, les instituts de recherche locaux et les structures nationales existantes de production et de vulgarisation de biocarburant pour analyser les questions suivantes concernant le jatropha :
 - ✚ L'impact de son adoption sur les marchés agricoles locaux.
 - ✚ Les conditions requises pour le stockage des graines de jatropha dans différentes zones (humidité, récipients, durée, etc.) afin de produire une huile de qualité supérieure.
 - ✚ Le temps nécessaire pour la collecte, le transport et la préparation (décorticage, pressage, etc.) des graines ainsi que les conséquences sur l'emploi du temps des différents membres de la communauté.
 - ✚ L'étude de marché (prix et débouchés potentiels) pour le savon et le tourteau de jatropha dans les différentes zones.
 - ✚ L'analyse comparative coûts/avantages du carburant traditionnel et de l'huile de jatropha.
 - ✚ Les moyens de réduire le coût de l'huile (ex : par l'accroissement de la production, l'intensification de la transformation et/ou de nouveaux mécanismes de création de valeur ajoutée).

Sur la base de cette analyse et des résultats des actions pilotes, le projet élaborera une stratégie à long terme pour l'utilisation du biocarburant.

Même si la transition vers les sources de carburant alternatives est un facteur indispensable de la durabilité écologique à long terme, le coût potentiel de leur adoption (ex : leur prix virtuellement plus élevé) à court terme devra être analysé en rapport avec les avantages économiques et sociaux globaux du projet, en particulier dans les zones à faibles revenus et pauvres en énergie. Après tout, même si l'ensemble des plates-formes installées en Afrique fonctionnaient au diesel, l'impact global de la consommation de ce carburant fossile serait infinitésimal.

IV. CADRE DES RESULTATS

Vision de la réussite :	<i>Dans 10 ans, l'accès universel à l'énergie mécanique pour la transformation de produits agricoles sera devenu une réalité au Mali, permettant à des milliers de petits exploitants agricoles, en particulier des femmes, d'améliorer leurs conditions de vie.</i>		
Objectif 1 du projet :	Permettre aux petites exploitantes agricoles d'augmenter et de diversifier leurs revenus en mettant en service au moins 200 plates-formes		
Résultats	Réalisations	Indicateurs de production	Principales activités
<p>1.1 Revenu de 260 000 femmes rurales (clientes directes des entreprises agricoles) augmenté de 30-50 % en 5 ans</p> <p>1.2 Gains de temps pour les femmes et fillettes (2 à 6 heures par jour)</p> <p>1.3 Abandon par les femmes des aliments de base de faible valeur (ex : noix de karité) pour des produits de plus grande valeur (ex : beurre de karité)</p> <p>1.4 Augmentation des activités commerciales liées aux produits agricoles sur les marchés locaux (en raison de l'augmentation de la présence des femmes sur les marchés et de la fréquentation des villages environnants)</p> <p>1.5 Augmentation de la production de riz et d'autres produits agricoles ainsi que de leur consommation dans les ménages et du surplus disponible pour le marché</p> <p>1.6 Diversification du revenu des femmes rurales par l'augmentation des activités non agricoles génératrices de revenus</p> <p>1.7 Augmentation du ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire</p>	<p>1.1 Installation d'agro entreprises PTFM opérant de manière autonome</p>	<p>1.1 Développement d'indicateurs socio- et agro-économiques et de plans d'activité pour au moins 200 villages</p> <p>1.2 Installation d'au moins 200 PTFM</p> <p>1.3 Adoption par 260 000 petites exploitantes agricoles de services de transformation de produits agricoles améliorés</p> <p>1.4 Accès de 260 000 villageois à des services énergétiques améliorés, y compris des services sociaux de base comme l'électricité dans les écoles et les centres de santé.</p> <p>1.5 Alphabétisation et formation d'au moins 5000 femmes (25 femmes par entreprise) à la comptabilité/gestion d'entreprise et l'administration financière</p> <p>1.6 Création de 1600 emplois</p>	<p>1. Exécution d'études de faisabilité au niveau des villages pour la création d'entreprises, y compris des plans d'affaires et de financement et des analyses des questions de genre dans chaque village</p> <p>2. Création des conditions favorables pour des entreprises PTFM en formant des groupements féminins et des réseaux d'artisans et en assurant une formation qui tient compte des différences liées au genre.</p> <p>3. Installation de plates-formes multifonctionnelles, y compris des entrepôts de pièces de rechange et d'équipement pour les artisans</p> <p>4. Exécution du suivi et évaluation au niveau des villages, y compris la collecte de données pour des évaluations thématiques détaillées et l'analyse des questions de genre</p>

1.8 Augmentation du nombre de fillettes achevant le cycle d'études primaires			
--	--	--	--

Objectif 2 du projet :	Renforcer les capacités humaines et institutionnelles, y compris l'extension de la technologie, des options de financement et de la gestion des connaissances à l'appui de la mise en œuvre de programmes nationaux de plates-formes multifonctionnelles		
Résultats	Réalizations	Indicateurs de production	Principales activités
<p>2.1 Les capacités institutionnelles et humaines aux niveaux local et national sont renforcées pour l'appui à la planification, la mise en œuvre et le suivi des programmes PTFM, y compris l'extension des options technologiques et de financement</p> <p>2.2 La codification et le partage de connaissances en appui à la mise en œuvre des PTFM agro entreprises sont améliorés</p>	<p>2.1 Renforcement des capacités des bureaux nationaux de coordination</p> <p>2.2 Formation d'experts locaux (du monde universitaire, d'ONG et d'initiatives privées) sur tous les aspects des opérations PTFM</p> <p>2.3 Mise à disposition de facilités de crédit aux niveaux local et national en faveur des entreprises PTFM pour contribuer au financement de l'achat de nouveaux équipements et d'activités génératrices de revenus</p> <p>2.4 Dynamisation d'activités génératrices de revenus par l'augmentation de la disponibilité de nouveaux services PTFM et la fourniture d'options technologiques adéquates</p> <p>2.5 Engagement du processus de dialogue en matière de politique nationale, approbation des PTFM agro entreprises</p> <p>2.6 Adaptation des plans de développement nationaux et locaux aux cadres budgétaires</p>	<p>2.1 Organisation de sessions de formation nationales à l'intention des équipes nationales de programme</p> <p>2.2 Six sessions de formation régionales organisées à l'intention d'universitaires, d'ONG et de sociétés privées</p> <p>2.3 Six ateliers dont 2 régionaux et 4 nationaux pour la sensibilisation des institutions nationales et locales de micro crédit aux entreprises PTFM</p> <p>2.4 Identification et exploitation de nouvelles opportunités de marché</p> <p>2.5 Adoption de nouvelles options technologiques PTFM pour saisir de nouvelles opportunités de marché</p> <p>2.6 Essai de biocarburants sur 16 PTFM</p>	<p>5. Renforcement de la capacité des équipes nationales de programme et de partenaires locaux sur tous les aspects de la planification et de la mise en œuvre d'une PTFM, y compris l'analyse des questions de genre</p> <p>6. Extension des options de financement en assistant les partenaires nationaux dans l'identification d'institutions de micro crédit et en créant des partenariats pour permettre l'extension du micro crédit aux communautés PTFM</p> <p>7. Extension d'options technologiques pour des PTFM. Cette mesure pourrait augmenter et diversifier les opportunités génératrices de revenus tout au long de la chaîne de valeurs agricoles</p> <p>8. Etude et essai de la possibilité d'utiliser des biocarburants en remplacement du carburant dans le cadre des PTFM</p> <p>9. Renforcement des cadres politiques nationaux, y compris des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et des budgets alloués, l'appui à l'extension des PTFM agro-entreprises et l'intégration de la dynamique de genre dans les politiques nationales</p> <p>10. Mise au point et diffusion de supports de plaidoyer/communication nationaux et sous-régionaux</p> <p>11. Amélioration de l'apprentissage et du partage des connaissances afin d'accroître l'efficacité des PTFM</p> <p>12. Mise au point et mise à jour de boîtes à outils et guides d'utilisateur couvrant 20 modules, y compris</p>

	<p>d'un programme d'extension d'une agro-entreprise sur une période de 10 ans</p> <p>2.7 Réseau d'apprentissage sur les entreprises de transformation agroalimentaire opérationnel et lié à des groupes de partenaires au niveau national et communautaire</p> <p>2.8 Acquisition d'une expérience opérationnelle, restituée dans des outils et guides de communication</p>	<p>2.7 Organisation de 16 ateliers sur le dialogue politique national</p> <p>2.8 Inscription du programme PTFM dans la stratégie de lutte contre la pauvreté du Mali et appui par le budget National</p> <p>2.9 Constitution et intégration d'un réseau des principales ONG/organisations communautaires dans des réseaux d'apprentissage existants, y compris le réseau d'accès à l'énergie de la CEDEAO</p> <p>2.10 Kits de communication et guides d'exploitation à jour spécifiques à chaque pays</p> <p>2.11 Guides d'utilisateur pour les services et technologies nouveaux, publiés à l'intention des communautés</p>	<p><i>l'installation/l'exploitation de nouvelles technologies, l'accès au micro crédit, la réalisation d'études de faisabilité, l'élaboration de plan d'affaires, le suivi et l'évaluation, les questions de genre, etc.</i></p> <p><i>13. Inventaire des leçons apprises des PTFM en Afrique de l'Ouest (i) au cours de la dernière décennie, (ii) en milieu de projet et (iii) à la fin du projet</i></p>
--	---	--	---

Objectif 3 du projet :	Permettre au Mali de mobiliser les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de l'ensemble de son programme national en développant une véritable stratégie en la matière et en regroupant les meilleures pratiques éprouvées sur le terrain en modèles d'agro entreprises rurales susceptibles d'être répliqués et vulgarisés à travers tout le Mali et dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne.		
Résultats	Réalizations	Indicateurs de production	Principales activités
<p>3.1 Le Mali a lancé un programme national PTFM grandeur nature avec des financements supplémentaires obtenus des budgets nationaux et des banques de développement</p> <p>3.2 Conceptualisation et adoption de modèles d'agro-entreprises rurales durables et reproductibles dans toute</p>	<p>3.1.1 Collecte de données résultant de la mise en œuvre des PTFM et synthétisation en leçons apprises</p> <p>3.1.2 Mise au point et opérationnalisation d'une stratégie de mobilisation de ressources financières internes et externes (subventions et/ou prêts)</p> <p>3.1.3 Approbation et lancement du programme PTFM national grandeur nature</p>	<p>3.1.1 Rapports d'évaluations thématiques détaillés disponibles comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✚ Evaluations technologiques ✚ Evaluations de la viabilité/durabilité des entreprises agricoles ✚ Evaluations de la stratégie de financement local ✚ Evaluations de l'amélioration de la chaîne de valeurs agricole ✚ Evaluations de l'impact socio-économique (par des utilisateurs), y compris les impacts en matière de création d'emplois ✚ Evaluations de la dynamique genre <p>3.1.2 Un document de programme national PTFM grandeur nature</p> <p>3.1.3 Document de stratégie de mobilisation de ressources</p> <p>3.2 Rapport sur la reproductibilité</p>	<p>14. <i>Evaluations thématiques détaillées des PTFM dans des domaines tels que les chaînes de valeurs agricoles, le genre, la diversification/adaptabilité de la technologie, la durabilité de l'entreprise, etc.</i></p> <p>15 <i>Elaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources. Lobbying</i></p> <p>16. <i>Elaboration et lancement pour les trois pays de programmes PTFM nationaux grandeur nature et de propositions de prêt basés sur des modèles d'agro-entreprises reproductibles et exportables dans la sous région</i></p> <p>17. <i>Elaboration et partage avec la communauté des acteurs du développement international (bailleurs de fonds, Etats, etc.) d'une stratégie de réplique des PTFM agro entreprises au Mali dans la CEDEAO et d'autres pays subsahariens</i></p>

<p>l'Afrique subsaharienne, garantissant un accès universel à l'énergie mécanique pour la transformation de produits agricoles d'ici 10 ans</p>	<p>3.2.1 Publication et partage des meilleures pratiques</p> <p>3.2.2 Mise en place d'une stratégie d'extension des PTFM agro entreprises</p>	<p>des PTFM agro-entreprises, comportant les leçons apprises au cours de la décennie écoulée et proposant des modèles durables et reproductibles d'entreprises agricoles dans la au Mali. Ce rapport comprend:</p> <ul style="list-style-type: none">✚ L'accès à la micro finance✚ Une stratégie de diversification technologique✚ Une stratégie d'amélioration de la valeur agricole✚ Un plan d'investissement décennal -Une stratégie de développement institutionnel <p>3.2 Partage de la stratégie réplification des PTFM agro entreprises dans la CEDEAO, en Afrique subsaharienne et aux niveaux régional et international</p>	
---	--	---	--

IV ; **ORGANES DU PROGRAMME NATIONAL**

1. Ancrage institutionnel et gestion du Programme

Le Programme sera à exécution nationale. Dans la mesure où il est axé prioritairement autour de la problématique de réduction de la pauvreté énergétique des femmes rurales en vue de leur promotion économique et sociale, il sera placé sous la tutelle administrative et financière du Ministère de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille. Au niveau régional, les directions régionales de la promotion de la femme serviront de relais opérationnels au projet

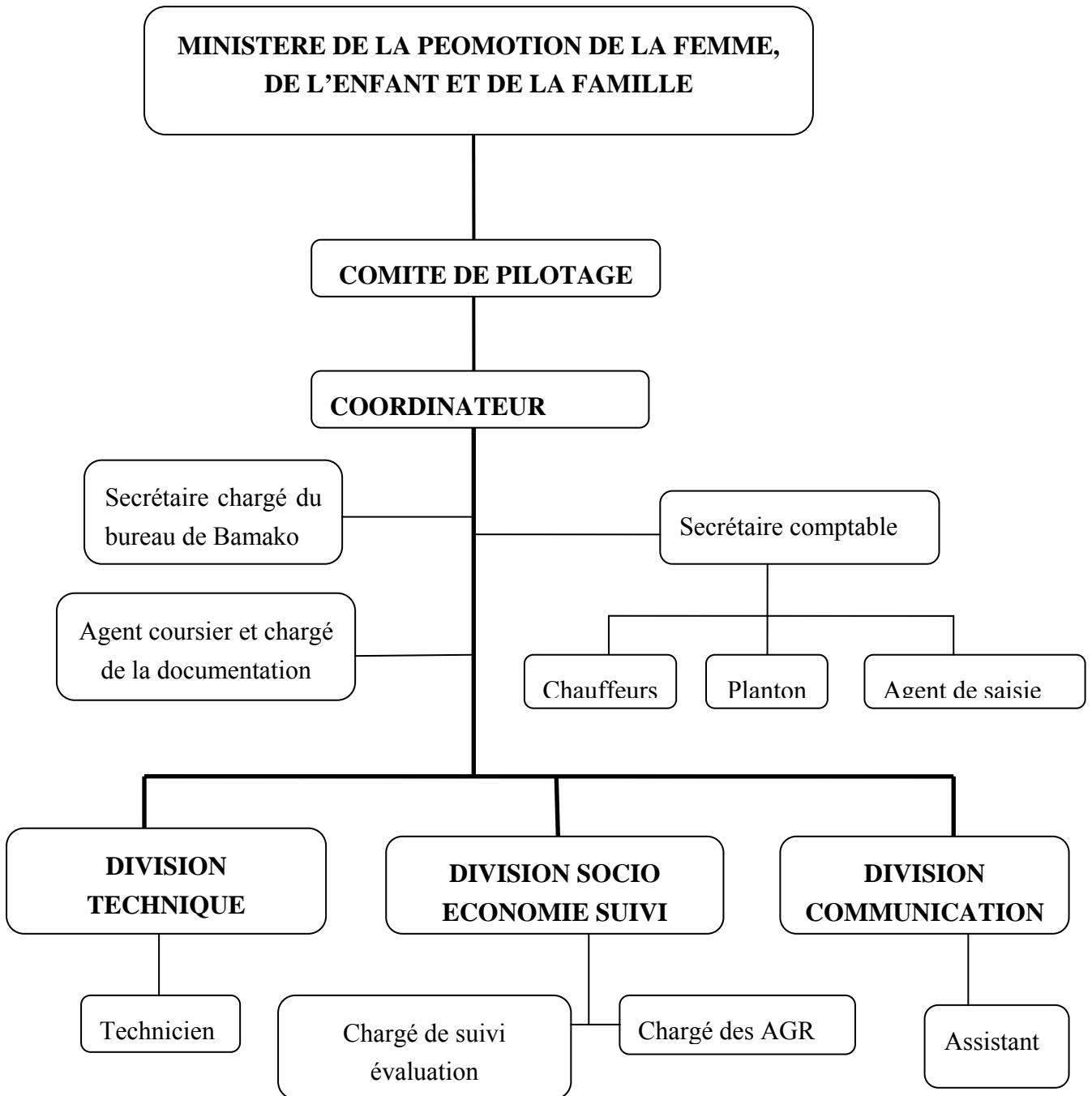
2. Coordination du Programme

En attendant la mise en place de la structure gestion du Programme National de Développement des plateformes multifonctionnelles pour la lutte contre la pauvreté, une équipe légère de coordination sera installée à Sévaré, qui sera chargée de la mise en œuvre du projet. Elle se compose d'un coordinateur national, des experts, de techniciens et d'un personnel de soutien, basée à Mopti (Sévaré) et se présente comme suit :

- **Coordinateur national**
- Secrétaire comptable
- Secrétaire (chargé du bureau de Bamako)
- Planton
- 3 chauffeurs
- **Chef de Division technique**
- Technicien
- Agent coursier et chargé de la documentation
- **Chef de Division socio économie et suivi évaluation**
- Chargé de suivi évaluation
- Chargé des AGR et de la micro finance
- Un agent de saisie
- **Chef de Division communication**
- Assistant au chef de division

Toutes les options de structure devront être explorées pour une gestion appropriée et efficiente du Programme : structure privée, structure parapublique type CESPAs ou AGETIC, etc.

ORGANIGRAMME



3. Coordination au niveau national :

a) Le Comité National de Pilotage

Un Comité de Pilotage sera créé sous l'égide du Ministère de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille. Il est chargé d'assurer la coordination avec les autres départements ministériels, le suivi et l'orientation du Programme, la recherche de financements complémentaires auprès des autres partenaires et du budget national, l'examen des rapports d'activités annuels, l'approbation des plans de travail et de la validation de toutes les dispositions institutionnelles et stratégiques liées à la mise en œuvre du Programme. Il se réunira une fois par an. Présidé par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille il est composé des représentants des Ministères et institutions ci-après : Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Ministère chargé de l'Economie et des finances, Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées, Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau, Ministère chargé de l'Education de base, Ministère de la Santé, Ministère en charge de l'emploi et de la formation professionnelle, PNUD, Association des Municipalités du Mali, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM), Fédération Nationale des Femmes Rurales.

b) Cadres de concertation au niveau régional et dispositif local d'intervention:

Sur la base des leçons apprises au cours de la phase précédente, le dispositif régional et local du Programme sera marqué par son ancrage géographique, institutionnel et opérationnel au processus de décentralisation.

Au niveau des Régional

Le Programme fera partie intégrante des Comités Régionaux d'Orientation mis en place dans le cadre de la décentralisation. Présidés par les Gouverneurs, ces comités sont un cadre d'échanges et de concertation des partenaires intervenant au niveau régional et local.

Au niveau local,

Les Communes étant en même temps acteurs, bénéficiaires et partenaires, le Programme participera activement aux cadres de concertation mis en place au sein des Conseils communaux. Le Programme procédera au recentrage de son dispositif d'intervention à travers l'harmonisation territoriale entre les villages couverts par les Directions Régionales du MPFEF et les entités communales auxquelles ces villages appartiennent. Les administrations communales seront impliquées dans les principales étapes de mise en œuvre du Programme i)

Les requêtes des Associations de Femmes pour l'installation de plateformes pourront être soumises au Programme soit par le biais des DRMPFEF, soit par le biais de leurs administrations communales. ii) Présentation des résultats des études de préféabilité et des critères de choix des villages sélectionnés aux responsables communaux et aux partenaires des Institutions locales de l'Education, de la Santé, et de l'Hydraulique et programmation des activités, iii) la prise en compte des activités du Programme dans les plans d'investissement des communes. iii) la maîtrise d'œuvre par le Programme des plateformes financées sur les budgets des communes. iii) le cofinancement, iii) l'implication des administrations communales dans le suivi des réalisations.

V ; CONTEXTE JURIDIQUE

L'administration globale du présent appui au Programme National sera régie par les règles et procédures du PNUD, contenues dans le Manuel de Programmation et dans le contexte politique défini par le Conseil d'Administration.

Le présent document de projet constitue l'instrument visé dans l'accord d'assistance de base conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et le Programme des Nations Unies pour le Développement le 9 juin 1978 et révisé le 3 juin 1980, et entré en vigueur le 17 mars 1993.

Les modifications suivantes ne peuvent être apportées au présent document qu'avec la signature du Représentant Résident du PNUD :

Les révisions ou compléments apportés aux annexes du descriptif du projet ;

Les révisions n'ayant pas d'incidences sur les objectifs immédiats, les produits et les activités du projet, mais qui tiennent à l'évolution des combinaisons des apports déjà convenus ou augmentations des coûts dus à l'inflation.

V. BUDGET POUR L'INSTALLATION DE 200 PLATES FORMES

A) BUDGET PNUD

Budget global PNUD

Activités	PNUD	
	\$US(1=500 CFA)	FCFA
1. Exécution d'études de faisabilité au niveau des villages pour la création d'entreprises, y compris des plans d'affaires et de financement et des analyses des questions de genre dans chaque village	401 041	200 520 400
2. Création des conditions favorables pour des entreprises PTF en formant des groupements féminins et des réseaux d'artisans et en assurant une formation qui tient compte des différences liées au genre.	284 407	142 203 600
3. Installation de plates-formes multifonctionnelles, y compris des entrepôts de pièces de rechange et d'équipement pour les artisans	1 375 072	687 536 000
4. Exécution du suivi et évaluation au niveau des villages, y compris la collecte de données pour des évaluations thématiques détaillées et l'analyse des questions de genre	816 429	408 214 583

5. Renforcement de la capacité des équipes nationales de programme et de partenaires locaux sur tous les aspects de la planification et de la mise en oeuvre d'une PTF, y compris l'analyse des questions de genre	164 061	82 030 250
6. Extension des options de financement en assistant les partenaires nationaux dans l'identification d'institutions de micro crédit et en créant des partenariats pour permettre l'extension du micro crédit aux communautés PTF	21 000	10 500 000
7. Extension d'options technologiques pour des PTF. Cette mesure pourrait augmenter et diversifier les opportunités génératrices de revenus tout au long de la chaîne de valeurs agricoles	172 775	86 387 500
8. Etude et essai de la possibilité d'utiliser des biocarburants en remplacement du carburant dans le cadre des PTF	127 732	63 866 167
9. Renforcement des cadres politiques nationaux, y compris des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et des budgets alloués, l'appui à l'extension des agro entreprises PTF et l'intégration de la dynamique de genre dans les politiques nationales	-	-
10. Mise au point et diffusion de supports de plaidoyer/communication nationaux et sous-régionaux	-	-
11. Amélioration de l'apprentissage et du partage des connaissances afin d'accroître l'efficacité du PTF	-	-

12. Mise au point et mise à jour de boîtes à outils et guides d'utilisateur couvrant 20 modules, y compris l'installation/l'exploitation de nouvelles technologies, l'accès au micro crédit, la réalisation d'études de faisabilité, l'élaboration de plan d'affaires, le suivi et l'évaluation, les questions de genre, etc.	-	-
13. Inventaire des leçons apprises des PTF (i) au cours de la dernière décennie, (ii) en milieu de projet et (iii) à la fin du projet	-	-
	-	-
personnel	-	-
Coordinateur national	126 000	63 000 000
Secrétaire comptable	49 500	24 750 000
Secrétaire (chargé du bureau de Bamako)	27 000	13 500 000
Chauffeurs	64 800	32 400 000
Planton	9 000	4 500 000
Chef de Division technique	103 860	51 930 000
Technicien	40 500	20 250 000
Agent coursier et chargé de la documentation	27 000	13 500 000
Chef de Division socio économie et suivi évaluation	103 860	51 930 000
Assistant chargé de suivi évaluation	49 500	24 750 000
Assistant chargé des AGR et de la micro finance	49 500	24 750 000
Un agent de saisie	40 500	20 250 000
15 animatrices	-	-
Chef de Division communication	103 860	51 930 000
Assistant au chef de division	49 500	24 750 000
Appui à la Direction Régionale de	225 000	112 500 000

Equipements	-	-
Véhicules 4X4 station wagon (2)	-	-
Véhicule léger (1)	-	-
Pick up simple cabine (1)	-	-
véhicule 4X4 double cabine (3)	-	-
Moto animateurs et autres agents (20)	-	-
Moto DT 125 (12)	-	-
matériel informatique/téléphone/internet/communication	-	-
Fonctionnement	-	-
carburant	-	-
Entretien et réparation équipements	-	-
Electricité/eau	-	-
téléphone/internet	-	-
Totaux	4 431 897	2 215 948 500

Répartition annuelle du Budget PNUD

Activités	A1 (FCFA)	A2 (FCFA)	A3 (FCFA)	A4 (FCFA)	Totaux
1. Exécution d'études de faisabilité au niveau des villages pour la création d'entreprises, y compris des plans d'affaires et de financement et des analyses des questions de genre dans chaque village	30 500 000	80 009 600	80 009 600	10 001 200	200 520 400
2. Création des conditions favorables pour des entreprises PTF en formant des groupements féminins et des réseaux d'artisans et en assurant une formation qui tient compte des différences liées au genre.	30 003 600	52 800 000	52 800 000	6 600 000	142 203 600
3. Installation de plates-formes multifonctionnelles, y compris des entrepôts de pièces de rechange et d'équipement pour les artisans	140 000 000	257 664 000	257 664 000	32 208 000	687 536 000
4. Exécution du suivi et évaluation au niveau des villages, y compris la collecte de données pour des évaluations thématiques détaillées et l'analyse des questions de genre	30 000 000	177 983 333	177 983 333	22 247 917	408 214 583

5. Renforcement de la capacité des équipes nationales de programme et de partenaires locaux sur tous les aspects de la planification et de la mise en oeuvre d'une PTF, y compris l'analyse des questions de genre	5 530 250	36 000 000	36 000 000	4 500 000	82 030 250
6. Extension des options de financement en assistant les partenaires nationaux dans l'identification d'institutions de micro crédit et en créant des partenariats pour permettre l'extension du micro crédit aux communautés PTF	1 575 000	4 200 000	4 200 000	525 000	10 500 000
7. Extension d'options technologiques pour des PTF. Cette mesure pourrait augmenter et diversifier les opportunités génératrices de revenus tout au long de la chaîne de valeurs agricoles	5 000 000	38 300 000	38 300 000	4 787 500	86 387 500
8. Etude et essai de la possibilité d'utiliser des biocarburants en remplacement du carburant dans le cadre des PTF	9 579 925	25 546 467	25 546 467	3 193 308	63 866 167
9. Renforcement des cadres politiques nationaux, y compris des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et des budgets alloués, l'appui à l'extension des agro entreprises PTF et l'intégration de la dynamique de genre dans les politiques nationales	-	-	-	-	-

10. Mise au point et diffusion de supports de plaidoyer/communication nationaux et sous-régionaux	-	-	-	-	-
11. Amélioration de l'apprentissage et du partage des connaissances afin d'accroître l'efficacité du PTF	-	-	-	-	-
12. Mise au point et mise à jour de boîtes à outils et guides d'utilisateur couvrant 20 modules, y compris l'installation/l'exploitation de nouvelles technologies, l'accès au micro crédit, la réalisation d'études de faisabilité, l'élaboration de plan d'affaires, le suivi et l'évaluation, les questions de genre, etc.	-	-	-	-	-
13. Inventaire des leçons apprises des PTF (i) au cours de la dernière décennie, (ii) en milieu de projet et (iii) à la fin du projet	-	-	-	-	-
					-
personnel					-
Coordinateur national	12 600 000	16 800 000	16 800 000	16 800 000	63 000 000
Secrétaire comptable	4 950 000	6 600 000	6 600 000	6 600 000	24 750 000
Secrétaire (chargé du bureau de Bamako)	2 700 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	13 500 000
Chauffeurs	6 480 000	8 640 000	8 640 000	8 640 000	32 400 000
Planton	900 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	4 500 000
Chef de Division technique	10 386 000	13 848 000	13 848 000	13 848 000	51 930 000
Technicien	4 050 000	5 400 000	5 400 000	5 400 000	20 250 000
Agent coursier et chargé de la documentation	2 700 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	13 500 000

Chef de Division socio économie et suivi évaluation	10 386 000	13 848 000	13 848 000	13 848 000	51 930 000
Assistant chargé de suivi évaluation	4 950 000	6 600 000	6 600 000	6 600 000	24 750 000
Assistant chargé des AGR et de la micro finance	4 950 000	6 600 000	6 600 000	6 600 000	24 750 000
Un agent de saisie	4 050 000	5 400 000	5 400 000	5 400 000	20 250 000
15 animatrices	-	-	-	-	-
Chef de Division communication	10 386 000	13 848 000	13 848 000	13 848 000	51 930 000
Assistant au chef de division	4 950 000	6 600 000	6 600 000	6 600 000	24 750 000
Appui à la Direction Régionale de Equipements	22 500 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	112 500 000
Véhicules 4X4 station wagon (2)	-	-	-	-	-
Véhicule léger (1)	-	-	-	-	-
Pick up simple cabine (1)	-	-	-	-	-
véhicule 4X4 double cabine (3)	-	-	-	-	-
Moto animateurs et autres agents (20)	-	-	-	-	-
Moto DT 125 (12)	-	-	-	-	-
matériel informatique/téléphone/internet/communication	-	-	-	-	-
Fonctionnement	-	-	-	-	-
carburant	-	-	-	-	-
Entretien et réparation équipements	-	-	-	-	-
Electricité/eau	-	-	-	-	-
téléphone/internet	-	-	-	-	-
Totaux	359 126 775	815 087 400	815 087 400	226 646 925	2 215 948 500

B) Budget Gouvernement/Bénéficiaires

Activités	GVMT		VILLAGE		Coûts	
	\$US	FCFA	\$US	FCFA	\$US	FCFA
1. Exécution d'études de faisabilité au niveau des villages pour la création d'entreprises, y compris des plans d'affaires et de financement et des analyses des questions de genre dans chaque village	0	0	54552	27276000	54552	27276000
2. Création des conditions favorables pour des entreprises PTF en formant des groupements féminins et des réseaux d'artisans et en assurant une formation qui tient compte des différences liées au genre.	0	0	76540	38270000	76540	38270000
3. Installation de plates-formes multifonctionnelles,	0	0	175680	87840000	175680	87840000

y compris des entrepôts de pièces de rechange et d'équipement pour les artisans						
4. Exécution du suivi et évaluation au niveau des villages, y compris la collecte de données pour des évaluations thématiques détaillées et l'analyse des questions de genre	0	0	0	0	0	0
5. Renforcement de la capacité des équipes nationales de programme et de partenaires locaux sur tous les aspects de la planification et de la mise en oeuvre d'une PTF, y compris l'analyse des questions de genre	0	0	0	0	0	0
6. Extension des options de financement en assistant les partenaires nationaux dans l'identification	0	0	0	0	0	0

d'institutions de micro crédit et en créant des partenariats pour permettre l'extension du micro crédit aux communautés PTF						
7. Extension d'options technologiques pour des PTF. Cette mesure pourrait augmenter et diversifier les opportunités génératrices de revenus tout au long de la chaîne de valeurs agricoles	0	0	0	0	0	0
8. Etude et essai de la possibilité d'utiliser des biocarburants en remplacement du carburant dans le cadre des PTF	0	0	0	0	0	0
9. Renforcement des cadres politiques nationaux, y compris des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et des budgets alloués, l'appui à l'extension des agro	198000	99000000	0	0	198000	99000000

entreprises PTF et l'intégration de la dynamique de genre dans les politiques nationales						
10. Mise au point et diffusion de supports de plaidoyer/communication nationaux et sous-régionaux	139433	69716667	0	0	139433	69716667
11. Amélioration de l'apprentissage et du partage des connaissances afin d'accroître l'efficacité du PTF	195167	97583333	0	0	195167	97583333
12. Mise au point et mise à jour de boîtes à outils et guides d'utilisateur couvrant 20 modules, y compris l'installation/l'exploitation de nouvelles technologies, l'accès au micro crédit, la réalisation d'études de faisabilité, l'élaboration de plan d'affaires, le suivi et	207833	103916667	0	0	207833	103916667

l'évaluation, les questions de genre, etc.						
13. Inventaire des leçons apprises des PTF (i) au cours de la dernière décennie, (ii) en milieu de projet et (iii) à la fin du projet	559833	279916667	0	0	559833	279916667
	0	0	0	0	0	0
personnel	0	0	0	0	0	0
Coordinateur national	0		0	0	0	0
Secrétaire comptable	0		0	0	0	0
Secrétaire (chargé du bureau de Bamako)	0		0	0	0	0
Chauffeurs	0		0	0	0	0
Planton	0		0	0	0	0
Chef de Division technique	0		0	0	0	0
Technicien	0		0	0	0	0
Agent coursier et chargé de la documentation	0		0	0	0	0
Chef de Division socio	0		0	0	0	0

économie et suivi évaluation						
Assistant chargé de suivi évaluation	0		0	0	0	0
Assistant chargé des AGR et de la micro finance	0		0	0	0	0
Un agent de saisie	0		0	0	0	0
15 animatrices	210000	105000000	0	0	210000	105000000
Chef de Division communication	0		0	0	0	0
Assistant au chef de division	0		0	0	0	0
Appui à la Direction Régionale de	0		0	0	0	0
Logistiques	0	0	0	0	0	0
Véhicules 4X4 station wagon (2)	112000	56000000	0	0	112000	56000000
Véhicule léger (1)	40000	20000000	0	0	40000	20000000
Pick up simple cabine (1)	30000	15000000	0	0	30000	15000000
véhicule 4X4 double cabine (3)	60000	45000000	0	0	90000	45000000
Moto animateurs et autres agents (20)	20000	10000000	0	0	20000	10000000
Moto DT 125 (12)	90000	36000000	0	0	72000	36000000

matériel informatique/téléphone/internet/communication	22000	11000000	0	0	22000	11000000
Fonctionnement	0	0	0	0	0	0
carburant	378000	189000000	0	0	378000	189000000
Entretien et réparation équipements	150000	75000000	0	0	150000	75000000
Electricité/eau	45000	22500000	0	0	45000	22500000
téléphone/internet	90000	45000000	0	0	90000	45000000
Totaux	2 547 267	1 279 633 333	306 772	153 386 000	2 866 039	1 433 019 333

C . BUDGET PREVISIONNEL 2008




Activités	Montant Total							
		Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1. Exécution d'études de faisabilité au niveau de 30 villages pour la création d'entreprises, y compris des plans d'affaires et de financement et des analyses des questions de genre dans chaque village	30 500 000	6 100 000	18 300 000	6 100 000				
2. Création des conditions favorables pour des entreprises PTF en formant 30 groupements féminins, 10 artisans 8 cadres des directions régionales (MPFEF), 2 bureaux d'études	30 003 600		4 620 000		8 500 000	4 150 000	7 150 000	5 583 600
3. Installation de 30 plates-formes multifonctionnelles, y compris des entrepôts de pièces de rechange et d'équipement pour les artisans	140 000 000					40 000 000	50 000 000	50 000 000
4. Organisation et exécution du suivi et évaluation au niveau des villages, y compris l'élaboration des outils de suivi évaluation, la collecte de données pour des évaluations thématiques détaillées et l'analyse des questions de genre	20 000 000				5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000

5. Renforcement de la capacité des équipes nationales de programme et de partenaires locaux sur tous les aspects de la planification et de la mise en oeuvre d'une PTF, y compris l'analyse des questions de genre	5 530 250							
6. Extension des options de financement en assistant les partenaires nationaux dans l'identification d'institutions de micro crédit et en créant des partenariats pour permettre l'extension du micro crédit aux communautés PTF	1 575 000							
7. Extension d'options technologiques pour des PTF. Cette mesure pourrait augmenter et diversifier les opportunités génératrices de revenus tout au long de la chaîne de valeurs agricoles	5 000 000							
8. Etude et essai de la possibilité d'utiliser des biocarburants en remplacement du carburant dans le cadre des PTF	9 579 925		9 579 925					
9. Renforcement des cadres politiques nationaux, y compris des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et des budgets alloués, l'appui à l'extension des agro entreprises PTF et l'intégration de la dynamique de genre dans les politiques nationales	-							

10. Mise au point et diffusion de supports de plaidoyer/communication nationaux et sous-régionaux	-							
11. Amélioration de l'apprentissage et du partage des connaissances afin d'accroître l'efficacité du PTF	-							
12. Mise au point et mise à jour de boîtes à outils et guides d'utilisateur couvrant 20 modules, y compris l'installation/l'exploitation de nouvelles technologies, l'accès au micro crédit, la réalisation d'études de faisabilité, l'élaboration de plan d'affaires, le suivi et l'évaluation, les questions de genre, etc.	-							
13. Inventaire des leçons apprises des PTF (i) au cours de la dernière décennie, (ii) en milieu de projet et (iii) à la fin du projet	-							
personnel								
Coordinateur national	12 600 000							
Secrétaire comptable	4 950 000							
Secrétaire (chargé du bureau de Bamako)	2 700 000							
Chauffeurs	6 480 000							
Planton	900 000							
Chef de Division technique	10 386 000							
Technicien	4 050 000							
Agent coursier et chargé de la documentation	2 700 000							

Chef de Division socio économie et suivi évaluation	10 386 000							
Assistant chargé de suivi évaluation	4 950 000							
Assistant chargé des AGR et de la micro finance	4 950 000							
Un agent de saisie	4 050 000							
15 animatrices	-							
Chef de Division communication	10 386 000							
Assistant au chef de division	4 950 000							
Appui à la Direction Régionale de	22 500 000							
Equipements								
Véhicules 4X4 station wagon (2)	P.M							
Véhicule léger (1)	P.M							
Pick up simple cabine (1)	P.M							
véhicule 4X4 double cabine (3)	P.M							
Moto Animateurs et autres agents (20)	P.M							
Moto DT 125 (12)	P.M							
matériel informatique/téléphone/internet/communication	P.M							
Fonctionnement	P.M							
carburant	P.M							
Entretien et réparation eéquipements	P.M							
Electricité/eau	P.M							
téléphone/internet	P.M							
Totaux	359 126 775							

D) CHRONOGRAMME D'ACTIVITES 2008

Activités	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1. Exécution d'études de faisabilité au niveau de 30 villages pour la création d'entreprises, y compris des plans d'affaires et de financement et des analyses des questions de genre dans chaque village							
2. Création des conditions favorables pour des entreprises PTF en formant 30 groupements féminins, 10 artisans 8 cadres des directions régionales (MPFEF), 2 bureaux d'études							
3. Installation de 30 plates-formes multifonctionnelles, y compris des entrepôts de pièces de rechange et d'équipement pour les artisans							

4. Organisation et exécution du suivi et évaluation au niveau des villages, y compris l'élaboration des outils de suivi évaluation, la collecte de données pour des évaluations thématiques détaillées et l'analyse des questions de genre							
5. Renforcement de la capacité des équipes nationales de programme et de partenaires locaux sur tous les aspects de la planification et de la mise en oeuvre d'une PTF, y compris l'analyse des questions de genre							
6. Extension des options de financement en assistant les partenaires nationaux dans l'identification d'institutions de micro crédit et en créant des partenariats pour permettre l'extension du micro crédit aux communautés PTF							
7. Extension d'options technologiques pour des PTF. Cette mesure pourrait augmenter et diversifier les opportunités génératrices de revenus tout au long de la chaîne de valeurs agricoles							
8. Etude et essai de la possibilité d'utiliser des biocarburants en remplacement du carburant dans le cadre des PTF							

9. Renforcement des cadres politiques nationaux, y compris des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et des budgets alloués, l'appui à l'extension des agro entreprises PTF et l'intégration de la dynamique de genre dans les politiques nationales							
10. Mise au point et diffusion de supports de plaidoyer/communication nationaux et sous-régionaux							
11. Amélioration de l'apprentissage et du partage des connaissances afin d'accroître l'efficacité du PTF							
12. Mise au point et mise à jour de boîtes à outils et guides d'utilisateur couvrant 20 modules, y compris l'installation/l'exploitation de nouvelles technologies, l'accès au micro crédit, la réalisation d'études de faisabilité, l'élaboration de plan d'affaires, le suivi et l'évaluation, les questions de genre, etc.							
13. Inventaire des leçons apprises des PTF (i) au cours de la dernière décennie, (ii) en milieu de projet et (iii) à la fin du projet							

ANNEXE I

Pourquoi et comment la plate-forme multifonctionnelle marche-t-elle ?

Le succès de la PTFM dans les différents contextes socioéconomiques de l'Afrique de l'Ouest et sa différence par rapport aux autres technologies similaires ne résident pas tant dans la technologie que dans la manière dont celle-ci est conçue et gérée. En fait, le succès du programme malien est dû, à ce jour, en grande partie à son processus de mise en œuvre.

Le succès d'une PTFM repose sur cinq principes essentiels :

1. Veiller à ce que les technologies répondent exactement aux besoins des villageois et puissent être utilisées par eux dans les conditions existantes (c'est-à-dire, veiller à leur adéquation) ;
2. Garantir l'appropriation et une gestion communautaires;
3. Former les bénéficiaires et les experts locaux ;
4. Assurer l'autonomie à travers diverses approches tournées vers le marché;

Encadré 2. Adéquation de la plate-forme multifonctionnelle

Une PTFM fait appel à une technologie simple et adaptée, qui correspond aux besoins et aux capacités des populations rurales africaines. Son moteur diesel standard de 10 à 12 CV est capable d'alimenter plusieurs de modules auxiliaires, dont un moulin, une décortiqueuse, une presse à beurre de karité et un alternateur. Grâce à sa conception modulaire, elle est facile à utiliser, à entretenir et à mettre à niveau. Disponibles dans tous les pays d'Afrique subsaharienne, en raison de la large disponibilité des moteurs diesel dans la région, ses équipements et pièces détachées bien connus des artisans locaux qui aident à les réparer.

5. Développer parallèlement les capacités de l'administration publique à accompagner l'extension à l'échelle nationale.

Une entreprise qui ne se conforme pas à l'ensemble des cinq principes a peu de chance de perdurer. Le processus d'intégration de ces principes à la mise en service d'une PTFM agro entreprise se déroule comme suit :

1. Evaluer la demande et sélectionner un groupement féminin : La fourniture d'une PTFM dépend de la demande. Afin de maintenir une préférence explicite pour les femmes rurales, le projet répond uniquement aux requêtes d'entités rurales dûment constituées telles que les associations féminines rurales.

2. Mener des études de faisabilité participatives : Avant l'installation d'une plate-forme, une étude approfondie est menée pour déterminer la faisabilité technique, économique et sociale de l'entreprise. Normalement, ces évaluations se déroulent en deux phases. Au cours de la première phase, une étude relativement succincte est menée en vue d'évaluer les conditions dans lesquelles une entreprise peut opérer. Une fois que cette première évaluation a confirmé la possibilité de créer une entreprise autonome, une seconde évaluation est menée de manière pleinement participative. Cette phase couvre un large éventail de questions, tels que le cadre socioéconomique de la population, l'emploi du temps des femmes, les équilibres en

termes sociaux et de genre, ainsi que les options technologiques disponibles pour répondre aux besoins réels et potentiels de la communauté. Cette évaluation approfondie permet aux usagers de la plate-forme de prendre leurs propres décisions d'achat sur la base de choix avertis, de l'identification de partenaires pour l'entreprise et de données de référence sociales et économiques définies pour mesurer les résultats. Du démarrage de la première évaluation à la décision finale de la communauté relative à la poursuite ou à l'abandon du projet, il faut entre quelques semaines et trois mois selon les contextes locaux. Les évaluations et la planification des capacités financières sont également effectuées dans le cadre des études de faisabilité. Cela permet d'adopter une stratégie de suivi efficace.

3. Configurer la plate-forme multifonctionnelle afin de l'adapter aux besoins communautaires :

Sur la base des résultats des études de faisabilité, aussi bien les gérants que les clients des entreprises déterminent le type et le niveau de services qu'ils sont en mesure de payer. La configuration des outils installés est donc spécifique à chaque village. La PTFM coûte (suivant les équipements choisis et l'emplacement géographique) environ 7 500 USD pour le moteur, la décortiqueuse, le moulin et le chargeur de batteries. Les bénéficiaires prennent en charge 20 à 40 % des frais d'investissement, alors qu'une subvention ponctuelle couvrant la différence est octroyée sous forme d'allocation de l'Etat ou du projet. Tous les frais d'amortissement et les charges diverses (carburant, entretien, gestion, salaires des opératrices, etc.) sont couverts par les recettes de l'entreprise.

4. Mettre en place des mécanismes d'appropriation et de gestion du projet par les femmes :

Une fois la viabilité de l'entreprise confirmée par les études de faisabilité, l'association des femmes, qui aura déjà mobilisé les fonds au sein de la communauté pour cofinancer la plateforme, instaurera des mécanismes de gestion destinés à garantir l'appropriation du projet par les femmes et sa mise en œuvre harmonieuse. L'association élit après la formation les membres du féminin de gestion chargés de superviser les activités de la plate-forme, la planification des tâches, la répartition des revenus.

5. Renforcer les capacités des femmes à gérer la plate-forme multifonctionnelle : Les membres de l'association des femmes sont formés à la gestion et à l'entrepreneuriat en vue de garantir la viabilité technique et économique de la plate-forme. Cette formation est une composante essentielle du processus : s'assurer que l'entreprise est dirigée par des femmes et qu'elle fonctionne pour elles.

6. Mettre en œuvre une approche économique : Une fois que la plate-forme est installée et que les membres de l'association des femmes ont acquis les connaissances et la confiance nécessaires pour la gérer, une approche économique à caractère commercial est adoptée. L'association des femmes élabore une stratégie commerciale pour son entreprise PTFM (ex : la fixation des prix des services, etc.), avec les conseils du personnel du projet, en cas de besoin.

7. Renforcer les capacités des artisans locaux : Le projet identifie les artisans locaux, les forme et les aide à s'organiser en réseau en vue de s'assurer qu'ils savent utiliser les équipements et prendre en charge l'entretien et les réparations. Toutes les opérations nécessaires, notamment l'achat de pièces détachées, les activités de fabrication, d'installation, ainsi que les réparations et l'entretien sont assurées par le secteur privé.

8. Suivi évaluation : Plusieurs outils ont été conçus pour assister les principales parties prenantes en matière de suivi des PTFM et de leurs impacts socioéconomiques au niveau domestique et communautaire. Avec ces outils, il est possible de suivre le développement social et économique du village et de parvenir à une réelle transparence des données.

Dynamique genre :

La dynamique genre joue un rôle important au niveau domestique et aux niveaux économique et institutionnel local et régional. En conséquence, rien n'a été négligé pour intégrer pleinement les dimensions genre à la conception de ce projet.

Les expériences antérieures montrent clairement que les PTFM n'affectent pas les hommes et les femmes de la même manière. En dépit de ces différences, elles ont favorisé la cohésion sociale tout en générant une forte dynamique de transformation structurelle dans des contextes où les ressources foncières et agricoles appartiennent essentiellement aux hommes et où les tâches sont effectuées par les femmes sous forme de devoir familial non rémunéré. Le renforcement de la cohésion familiale est attesté par la raréfaction des conflits conjugaux, notamment en rapport avec le respect des heures et de la qualité des repas, mais aussi des tensions entre mères et filles liées à la répartition des tâches domestiques. La transformation structurelle peut être observée dans la nouvelle assurance qu'acquièrent les femmes pour marchander et négocier dans le cadre des normes sociales établies, mais aussi à travers l'exploitation et le contrôle accrus des ressources agricoles. Par exemple, dans certains villages, les perspectives économiques générées par les PTFM ont engendré une habilitation accrue des femmes à accéder à de petits lopins de terre individuels dont elles peuvent faire un usage personnel. D'une manière générale, on note que les hommes acceptent et accueillent favorablement les services des PTFM ainsi que l'autonomie accrue qu'ils confèrent aux femmes. Cette attitude est largement due au fait que les femmes tendent à réinvestir leur surplus de temps et de revenus dans les besoins de la famille³. Toutefois, ces retombées indirectes positives n'auraient pas pu être réalisées si les dimensions genre n'avaient pas été systématiquement intégrées à la conception du projet. Tel qu'il est actuellement conçu, le projet forme les femmes à l'usage, à la réparation et à l'entretien de la PTFM et veille à ce qu'elles participent à son installation. Par ailleurs, il facilite la communication entre les réseaux masculins et féminins, conforte le rôle de la femme dans les prises de décisions domestiques et communautaires et veille au caractère inclusif et participatif de l'ensemble des études de faisabilité au niveau villageois.

Dans le cadre d'une initiative concertée visant à améliorer son approche genre, le projet mènera les activités suivantes :

- ✚ Organiser des débats à l'échelle communautaire sur les rôles et responsabilités des hommes et des femmes dans le cadre des activités participatives initiales ;
- ✚ Intégrer des modules sur la gestion et le suivi évaluation au profit des femmes responsables des plates-formes du projet PTFM ;
- ✚ Organiser des groupes de discussion mixtes afin d'évaluer l'évolution des normes communautaire sur le travail réservé à la femme et à l'homme ;
- ✚ Dans le cadre de son mécanisme de suivi :

³ Pour plus d'informations sur la dynamique genre du programme PTFM, voir Diagana, M. (2001). *Etude d'impact de*

la plate-forme multifonctionnelle sur les conditions de vie des femmes.

- accorder une attention particulière à une dynamique genre qualitative au niveau domestique afin que les impacts du projet ne soient pas hypothéqués par une réaction hostile aux femmes comme agents actifs du changement au sein de leur communauté ;
- identifier les femmes qui n'ont pas accès aux services PTFM et les raisons d'une telle situation, ainsi que les options éventuelles pour y remédier, notamment en testant un mécanisme de bons de réduction ou de paiement en nature destiné à encourager l'accès de toutes les femmes ;
- Prendre les devants pour identifier et renforcer les capacités d'un noyau de femmes et d'hommes, sensibles aux questions de genre, qui prennent l'initiative pour identifier les moyens de surmonter les goulots d'étranglement nés de la dynamique genre des entreprises PTFM tant au sein de leurs communautés que des réseaux économiques régionaux.

Ce noyau aura les moyens d'entretenir ce processus de réaction, qui va au-delà de la formation ponctuelle en matière de genre.

Au niveau institutionnel, le projet prendra une initiative concertée pour renforcer les capacités des agents des départements ministériels chargés de son exécution à analyser efficacement ses potentialités et risques en termes de dynamique genre. Cela se fera en étroite collaboration avec les programmes genre existants et inclura des modules sur l'analyse des questions de genre lors des sessions de formation des équipes nationales du programme et des sessions régionales et nationales de « formation des formateurs » qui mettent en relief des aspects spécifiques de la dynamique genre dans le contexte de chaque pays. Le projet veillera tout particulièrement à ce que les experts des questions de genre soient représentés parmi les autres partenaires et parties prenantes, tout en établissant des dialogues participatifs et intersectoriels en vue de créer des synergies, approuver les programmes nationaux et examiner les cadres locaux et nationaux de planification et de budgétisation. En raison de l'importance de l'intégration des questions de genre à tous les niveaux, le projet inclura des experts en la matière dans les équipes nationales du programme, mais aussi dans le personnel régional. Le nombre exact des experts en genre à mobiliser sera fixé sur la base des résultats de l'activité d'inventaire et du système de suivi et évaluation du projet à mettre en œuvre.

Avec l'appui de l'universitaire sélectionné, le projet va également déployer divers outils de suivi et évaluation, dont des évaluations et des enquêtes thématiques détaillées, pour suivre l'influence de la dynamique genre sur le projet et vice-versa. Par exemple, l'évaluation thématique en termes de genre comprendra des indicateurs de référence pour mesurer les variables genre, telles que les prises de décisions familiales, la répartition des travaux et les flux de revenus par sexe, entre autres.

Durabilité

Même si les valeurs sociales et économiques mises en évidence jusqu'à présent par les PTFM sont profondément enracinées et constituent un argument décisif en faveur de l'extension du programme, les effets durables ne pourront être acquis qu'à travers des efforts nationaux soutenus, fermement ancrés dans l'appropriation nationale et communautaire du projet. Comme expliqué plus haut, le projet s'appuiera sur diverses activités de renforcement des capacités pour accroître l'autonomie des communautés et instaurer son appropriation aux niveaux local et national.

Par ailleurs, la durabilité des entreprises dépendra de leur capacité à (1) diversifier leurs perspectives commerciales, (2) améliorer la structure de leurs coûts et (3) tirer parti des forces du marché.

Diversification des perspectives commerciales : Les entreprises PTFM sont conçues dans un esprit d'autonomie. Autrement dit, leurs charges diverses (consommation de carburant, entretien, gestion, salaires, etc.) sont couvertes par les recettes réalisés par les comités féminins de gestion. Par ailleurs, les frais d'équipement sont cofinancés par des ressources publiques et privées. Les bénéficiaires prennent en charge 20 à 40 % des frais d'investissement de la plateforme, alors qu'une subvention ponctuelle couvrant la différence est octroyée sous forme d'allocation de l'Etat ou du projet.

L'expérience montre que la majorité des PTFM agro-entreprises affichent une trésorerie excédentaire et fonctionnent de façon autonome. Ce succès est dû en grande partie aux études de faisabilité et aux business plans détaillés, qui précèdent l'installation de chaque entreprise.

Les entreprises confrontées à des difficultés financières le sont principalement en raison de leur sous-utilisation. Par exemple, de nombreuses plates-formes ne fonctionnent que deux heures par jour, avec une offre de services limitée (en moyenne, 2,4 équipements par plate-forme). Cette situation limite les perspectives de génération de revenus aussi bien pour les propriétaires que pour les clients de l'entreprise. D'autres unités utilisent leurs moteurs beaucoup plus longtemps qu'il ne faut, entraînant inutilement des dépenses de carburant et de main-d'œuvre. Si les entreprises pouvaient diversifier leur offre de services productifs et devenir plus efficaces dans leur utilisation, leur rentabilité et leur compétitivité se seraient certainement améliorées. Par exemple, un portefeuille de services élargi leur permettrait de répondre à une demande plus large et plus diversifiée et de relever le niveau d'utilisation. En retour, cette nouvelle situation contribuerait à réduire les dépenses d'amortissement.

Dans cette optique, il est indispensable d'optimiser les perspectives commerciales en diversifiant l'offre de services productifs, en proposant notamment des services non agricoles, tels que la charge de batteries, qui sont déjà disponibles sur certaines plates-formes. Afin de tester l'applicabilité et l'adaptabilité des différentes options technologiques et offres de services, le projet enquêtera sur les options de services les plus adaptées pour optimiser les perspectives commerciales dans différents contextes sociaux, économiques et agro climatiques. Ainsi, il devra aider les entreprises à identifier de nouveaux marchés locaux, nationaux, voire internationaux (par exemple, pour le beurre de karité), rechercher, développer et tester de nouveaux outils de transformation de produits agricoles et aider à commercialiser ces produits.

Par exemple, il existe un énorme potentiel de valorisation du fourrage issu des résidus et sous-produits agricoles, tels que les tourteaux de graines de coton. Le projet insistera également sur la familiarisation des bénéficiaires avec tous les aspects de la chaîne de valeurs, de l'identification de marchés à la commercialisation de produits, en passant par l'utilisation rationnelle des équipements de la plate-forme.

Amélioration de la structure des coûts : Les dépenses d'une entreprise constituent un facteur tout aussi important de sa rentabilité et de sa durabilité. La maîtrise des coûts est, par conséquent, un défi permanent pour les entreprises PTFM. Ce projet étudiera deux points susceptibles de générer des économies.

Le premier point est lié à la densification des réseaux d'artisans. Lorsque les entreprises PTFM nécessitent un entretien, elles font appel aux artisans. Le coût du transport de ces

derniers (ex : les frais de déplacement) est inclus dans les honoraires. A cet égard, la réduction de la distance séparant les artisans (opérateurs, etc.) de leurs clients fera baisser l'une des dépenses de l'entreprise PTFM. Ce rapprochement réduit également le temps d'inactivité de la PTFM avant sa réparation. Dans cette optique, le projet s'efforcera d'implanter les entreprises plus près des réseaux d'artisans existants afin de profiter de ces économies potentielles.

Le second point est lié à l'optimisation des coûts. Comme indiqué plus haut, les frais d'équipement d'une PTFM de base (constituée de 2 ou 3 modules) avoisinent 7 500 USD. En trouvant les moyens d'optimiser ce coût, par exemple en éliminant les équipements sous-utilisés ou non rentables, on réduit les coûts initiaux liés à l'acquisition du matériel et à l'amortissement des frais de remplacement. A leur tour, ces économies permettront à un plus grand nombre d'entrepreneurs privés d'acquérir une PTFM sans financement public.

Exploitation des forces du marché : Globalement, le Burkina Faso, le Ghana, le Mali et le Sénégal comptent environ 44 entreprises PTFM dirigées par des personnes ou des sociétés privées, avec un financement du secteur public limité, voire nul. Leurs expériences restent à évaluer et à consigner. Etant donné l'existence et la rentabilité avérée de nombreuses autres entreprises PTFM, il est nécessaire de mieux comprendre comment les personnes et les sociétés privées peuvent contribuer à l'expansion des agro-entreprises au Mali. Pour ce faire, le projet étudiera les différents modèles de propriété et d'entreprises en cours, mais aussi comment les fonds auto renouvelables et le micro crédit peuvent être utilisés pour mobiliser les ressources du secteur privé. Il s'efforcera de sensibiliser et de renforcer les capacités de la communauté, des institutions financières privées et locales, afin de les doter de l'expertise et des ressources nécessaires pour employer les instruments financiers adaptés, dans le cadre d'une approche tournée vers le marché. Par exemple, au Burkina Faso, l'initiative PTFM du PNUD en cours a offert une formation technique à des entreprises privées et des organisations de micro crédit, dans le but de leur apprendre à évaluer les perspectives commerciales d'une PTFM agro entreprise. Actuellement, les entreprises privées et les institutions de micro crédit mettent en service leurs entreprises PTFM en utilisant divers instruments financiers, y compris les fonds auto renouvelables. Il est important de noter que le projet ne gère pas directement les fonds auto renouvelables. Au contraire, dans le cadre de ses activités de formation, il mettra l'accent sur la sensibilisation et la création de capacités humaines et institutionnelles des entités communautaires, financières et privées existantes afin de rendre ces instruments financiers accessibles aux pauvres.

Evolutivité

En raison de leur caractère souple et modulaire, les PTFM peuvent être utilisées pour transformer une vaste gamme de produits agricoles. Au Mali, et en général en Afrique de l'Ouest, les principales cultures transformées par les plates-formes sont le sorgho, le mil, le maïs, le riz et l'arachide. Ces produits sont également des cultures vivrières et commerciales importantes ailleurs, dans la quinzaine de systèmes agricoles d'Afrique. Par exemple, le beurre de karité est largement utilisé et produit au Mali. Il ne fait aucun doute que les PTFM pourraient aider à créer de la valeur ajoutée pour une production agricole accrue, qui pourrait survenir avec l'initiative Révolution verte africaine, dont la planification est très avancée au Mali et dans de nombreux pays.

La possibilité de répliquer les PTFM agro entreprises est relativement importante étant donné que l'agriculture est pratiquée par de petits exploitants ruraux, en particulier par les femmes, dont l'accès aux services modernes de transformation des produits agricoles est très limité, voire nul. De plus, les PTFM pourraient entraîner une baisse sensible des déperditions post-

récoltes et contribuer à la sécurité alimentaire au Mali fréquemment confronté à la sécheresse et aux pénuries de vivres.

ANNEXE II

1. PRISE EN COMPTE DES INDICATEURS OMD DANS LES ETUDES DE FAISABILITE PARTICIPATIVE

A) Objet et contenu des études de faisabilités participative

L'Etude de faisabilité participative est un outil méthodologique de collecte d'informations et de données à caractère financier, social et économique permettant de déterminer si un village peut financer l'acquisition d'une plate-forme, assurer les conditions sociales de sa gestion, conformément à l'approche PTFM basé sur les principes de la maîtrise d'ouvrage par les femmes et de cohésion sociale au sein du village et garantir sa viabilité économique, financière et technique.

Elle comporte à cet égard :

Une analyse économique permettant de statuer sur la capacité villageoise de payer et de rentabiliser la PTFM. Cette analyse intègre également la relation genre au sein des unités domestiques en termes de revenus, de dépenses, et de production.

L'analyse financière porte sur 1) les termes et conditions inhérentes à l'achat de la plate-forme 2) l'identification de la clientèle potentielle pour chacun des services que peut procurer la PTFM (transformation des produits agroalimentaires, charge batterie, eau et l'éclairage électrique), 3) les recettes attendues des divers services de la plate-forme pour déterminer leur faisabilité financière, 4) la situation de base pour la clientèle, le revenu et l'impact attendus.

L'étude de faisabilité examine également les possibilités de mobilisation de fond et le capital social et institutionnel, et les risques et conditions inhérents à la viabilité financière et institutionnelle à long terme.

Enfin l'étude de faisabilité permet d'élaborer un compte d'exploitation indiquant la viabilité de l'opération sur la base des coûts des opérations en termes d'heures/machine, des frais opérationnels pour le carburant, l'entretien préventif et les autres réparations, la rémunération de la main d'œuvre, le remboursement des crédits et l'amortissement des équipements.

B) L'étude de faisabilité participative comme outil de suivi des OMD à l'échelle villageoise

L'accès aux services énergétiques modernes fournis par la plate-forme offre des opportunités de développement économique et social en termes de valorisation des productions, d'amélioration des revenus monétaires des femmes, d'éducation, de santé maternelle et

infantile et d'amélioration de la qualité de vie et de valorisation statut des femmes. Cependant la mesure réelle de l'impact de la PTFM sur les OMD reste souvent aléatoire, faute de données fiables sur la situation de référence avant l'installation de la PTFM.

L'intégration de l'approche PTFM aux stratégies nationales et sous-régionales de réduction de la pauvreté passe par la mise en adéquation des données et informations pertinentes à recueillir à l'échelle villageoise dans le cadre des études de faisabilité participatives et certains des indicateurs clés en rapport avec les cibles des OMD. L'objectif visé à travers la situation de référence est de mesurer l'incidence de la pauvreté monétaire et de la pauvreté des conditions de vie (accès aux services sociaux de base) à l'échelle du village. En prenant en compte la dimension genre, doivent être établis : (i) l'écart entre la situation du village avant l'installation de la PTFM et la moyenne régionale et nationale et (ii) plus tard, la contribution directe ou indirecte des services énergétiques modernes fournis par la PTFM à la réalisation des OMD.

L'une des principales contraintes non seulement à l'échelle villageoise mais également des départements techniques concernés (Santé, Education, Hydraulique villageoise) réside dans le type de données existantes et leur adéquation avec les indicateurs OMD retenus. Pour cela il s'avèrera nécessaire (voir tableau ci-après), avec les départements techniques concernés, de procéder à une revue des données statistiques disponibles et au besoin d'élaborer des méthodes d'enquêtes adéquates pour le recueil des informations fiables à intégrer dans les EFP .

Sélection des indicateurs en adéquation avec les cibles et indicateurs des OMD

Cibles et Indicateurs OMD	Données à recueillir au niveau village	Année de référence	Sources et méthodes d'enquêtes	Données de référence au niveau régional	Données de référence au niveau national
I.2.1					
I.1. % de la population disposant d'un revenu inférieur au seuil de pauvreté par sexe et par milieu	- Principales sources de revenus monétaires Hommes et Femmes	Année 0	Enquêtes sur 3 échantillons de ménages à revenus élevé, moyen et faibles,	I.2.2	I.2.3
% d'écoliers commençant la première année d'études primaire et achevant la 5 ^{ème} année	- Existence d'une école ou école fréquentée dans le rayon géographique du village - Date de création -Nbre d'élèves inscrits I.2.4	Données cumulées sur 2 ans avant l'installation PTFM	Archives de l'école primaire	I.2.5	I.2.6
Proportion de filles et de garçons achevant la 5 ^{ème} année scolaire	- Taux de passage en 5 ^{ème} année - Nbre d'admis à l'examen de fin de cycle primaire	Données cumulées sur 2 ans avant l'installation PTFM	Archives de l'école primaire	I.2.7	I.2.8

Rapport filles garçons dans le primaire	- ratio sexe et par classes	Données cumulées sur 2 ans avant l'installation PTFM	Archives de l'école primaire	I.2.9	I.2.10
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	- Existence maternité ou maternité fréquentée dans le rayon géographique du village -Nbre de décès survenus - fréquence des maladies diarrhéiques	Données cumulées sur 2 ans avant l'installation PTFM	Données Centre de santé Enquêtes auprès des femmes des villages	I.2.11	I.2.12
Taux de mortalité maternelle	- Fréquence des visites prénatales I.2.13	Données cumulées sur 2 ans avant l'installation PTFM	Données Centre de santé Enquêtes auprès des femmes du village	I.2.14	I.2.15
Taux de couverture en eau potable	Sources d'approvisionnement en eau dans le village	Année 0	Enquête village sur le mode et sources approvisionnement en eau potable	I.2.16	I.2.17

Annexe III

LES IMPACTS ATTENDUS DE LA PTFM

La mise en œuvre de ce Programme permettra de réduire considérablement la pauvreté en milieu rural. Les impacts sont de plusieurs ordres :

□ **Impact institutionnel**

Sur le plan du renforcement des capacités, le programme permettra :

- ❖ de créer une capacité locale privée autofinancée, à même d'assurer directement la prise en charge technique des plates-formes et des équipements rattachés.
- ❖ d'accroître la capacité d'appropriation de cet équipement par les villages,
- ❖ l'évaluation de sa rentabilité pour et par les villages,
- ❖ l'évaluation de la capacité du secteur privé à répondre à cette demande,
- ❖ l'élaboration de la mise en application et la définition des méthodes de gestion de l'équipement par les bénéficiaires.

- ❖ de définir les modalités d'acquisition des plates-formes par les bénéficiaires ;
- ❖ d'élaborer, tester et définir les méthodologies de formation des artisans et des gestionnaires ;
- ❖ de renforcer la capacité nationale de gestion du programme ;
- ❖ de constater l'existence d'un réel effet multiplicateur, tant au niveau des artisans formés par le programme (qui à leur tour forment d'autres artisans) qu'au niveau des villages possédant une plate-forme et qui s'inspirent des villages voisins.

□ **Impact économique**

La plate-forme va contribuer à développer la petite industrialisation et à augmenter les revenus des bénéficiaires et la production locale afin de développer les PME/PMI. Le développement de la petite industrialisation favorisera l'amorçage du développement industriel. La transformation des produits locaux leur procurera une valeur ajoutée supplémentaire.

Pour le volet énergétique, pour cerner l'impact, en prenant 25 % des 1500 PTFM soit 375.

Le premier impact de l'activité est défini en terme d'économie de combustible fossile et de devise. Dans ce contexte en considérant qu'une PTFM consomme en gasoil 6 litres/j équivalent à 2160 litres/an pour une valeur monétaire (1 litre gasoil coûte 525f CFA¹) soit 1.134.000 F CFA/an/PTFM.

Pour la même PTFM la consommation en huile de pourghère est supérieure de 5 % au gasoil soit 2268 litre/an/PTFM représentant une valeur monétaire (1 litre d'huile pourghère coûte actuellement 250F CFA²) de 567 000F CFA/an/PTFM.

La dépense en carburant pour les 375 PTFM en 3 ans de fonctionnement est estimée à :

- ❖ **gasoil** : $1.134.000 \times 375 \times 3 = 1\,275\,750\,000$ F CFA
- ❖ **Huile de pourghère** : $567\,000 \times 375 \times 3 = 637\,875\,000$ F CFA

1 : A la date du mois de juillet 2006.

2 : idem

L'utilisation de l'huile pourghère réduit l'importation du gas-oil et permet de faire une économie de devise d'environ 640 millions de F.CFA en trois (3) ans, si seulement 25% des PTFM fonctionnent avec l'huile de pourghère. Le deuxième impact est constitué par les revenus générés de la vente des graines de pourghère, la production de 8 505 000 litres d'huile pourghère, la valorisation des sous-produits comme les tourteaux, les sédiments, l'insecticide, les produits cosmétiques et le savon à base d'huile pure. Ces revenus profitent généralement aux femmes en milieu rural.

La quantité de graine nécessaire pour la production d'huile est estimée à 2268 litres x 4 kg de graine/litre = 9072 kg/an/PTFM (4kg de graine donne 1 litre d'huile de pourghère).

La valeur monétaire de cette quantité en prenant la valeur de 55F CFA/kg de graine est estimée à 498 960F CFA/an/PTFM.

La valeur monétaire des sous produits est estimée à 40 % de la valeur ;

Le revenu net est estimé à 698 544 FCFA/an/PTFM soit un montant total distribué de 2,6 milliards environ.

Ce revenu généré par la valorisation de la plante pourghère entre dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'accroissement du PIB et la création d'emplois en milieu rural

□ **Impact environnemental**

A travers les activités de transformation des ressources naturelles, la plate-forme permettra une meilleure conservation de l'environnement notamment par :

- la mise en valeur du karité qui pourrait amener une augmentation des mesures de protection de l'arbre et d'envisager même éventuellement une politique de reproduction du karité.
- la mise en valeur du pourghère avec l'utilisation de son huile comme carburant non polluant, de ses sous produits comme savon, de son tourteau comme fertilisant, de ses plantes comme outil de lutte contre la désertification à partir des haies vives, etc. conduirait sans nul doute à la mise en œuvre de politiques d'intensification de sa culture;
- sans compter les vertus médicinales de la plante.
- la mécanisation de certaines activités telle que la mouture, le décorticage des céréales permet de diminuer l'utilisation des mortiers et des pilons qui permettront de diminuer la coupe du bois et de conserver ainsi l'équilibre de notre écosystème :

□ **Impact social**

L'impact social du projet est ressenti particulièrement sur les couches vulnérables que sont les femmes et les enfants.

Avec la PTFM, la santé des enfants s'améliore avec l'accès à l'eau potable de la population des villages desservis.

En matière d'éducation, le taux de scolarisation des filles s'améliore.

La plate-forme à travers le mode de gestion communautaire permet de :

- renforcer les habitudes de vie associative dans les villages,
- favoriser la cohésion à travers le rapprochement autour d'activités d'intérêt commun ;
- introduire les habitudes de bonne gouvernance,
- valoriser le statut des femmes à travers le renforcement de ses capacités et de son rôle dans la planification et la gestion du développement socio-économique et environnemental.

Les impacts sont :

- la population potentielle bénéficiaire du programme peut être estimée à 1 500 000 habitants (en considérant une population de 1000 personnes par village) ;
- l'amélioration de revenu de 765 000 femmes bénéficiaires directes (51 % de la population) ;
- l'organisation et l'animation des associations villageoises et des comités de gestion ;
- l'amélioration des conditions de vie et de revenus à travers les activités génératrices de revenus créés par les activités du programme PTFM ;
- l'amélioration du niveau de vie des populations.

CAS DE LA PLATE-FORME FONCTIONNANT A L'HUILE DE POURGHÈRE

Les impacts sont :

- ❖ les paysans/paysannes gagnent de l'argent avec la cueillette des graines de pourghère et la transformation en huile ;
- ❖ l'utilisation de l'huile de pourghère comme carburant va inciter les villageois à installer des haies vives et des champs en pourghère ;
- ❖ le renforcement de la capacité des groupes cibles à travers les formations sur le pourghère, la protection de l'environnement et la gestion ;
- ❖ la fabrication du savon et du fumier avec les résidus de la production de l'huile de pourghère est possible.

EFFETS DE L'HUILE DE POURGHÈRE OU «BAGANI» SUR LA PEAU

L'activité pourghère est une activité dont on ne peut pas exclure le contact avec la peau. Au cours de l'activité, les personnes sont en contact avec le pourghère lors de la cueillette et du ramassage des graines et aussi lors de la production d'huile, de la fabrication du savon, de l'utilisation de l'huile et du savon pourghère.

Le Centre National de l'Energie Solaire et des Energies Renouvelables (CNESOLER) dans le cadre du projet INCO-DC N°IC 18-CT96-0106 (PCRDPL) en collaboration avec le cabinet médical de Dermatologie du centre de Bamako, a réalisé une étude clinique dans les zones d'intense activité de pourghère. L'étude avait pour but de rechercher les effets secondaires de l'huile de pourghère en particulier ses effets cancérogènes sur la peau pour les utilisateurs.

Le contact avec le pourghère peut provoquer chez certains sujets des prurits, des brûlures et des douleurs. Ces symptômes sont imputés au contact avec la sève et non avec l'huile ou le savon et disparaissent immédiatement après lavage.

L'huile et l'ester de phorbol même s'ils sont cancérogènes in vitro, n'ont aucun effet mutagène donc ne présentent aucun risque de cancer cutané chez les manipulateurs ; Le pourghère ou «Bagani» ne

présente aucun effet néfaste à travers sa récolte ou sa transformation sauf l'effet collant de la sève. Il faut noter que l'huile et le savon pourghère sont utilisés à des fines thérapeutiques diverses.

En conclusion, nous pouvons dire que le pourghère ne constitue pas un risque cancérigène pour les utilisateurs.

Annexe IV

Approche plate-forme de la phase précédente :

L'approche conduite durant la phase précédente était basée sur la participation de la population à toutes les phases de prises de décision. Elle est basée sur les étapes suivantes :

- L'expression d'une requête ferme émanant d'une entité féminine rurale. L'expérience montre que la formulation de ces requêtes favorise la mobilisation des ressources ainsi que la cohésion des communautés. Souvent, les hommes contribuent en cas de besoin. La formulation de la requête permet aux communautés de mieux définir leurs besoins et leurs priorités.
- La réalisation d'une pré étude qui consiste à informer les populations demandeurs sur la démarche, les opportunités qu'offre la plate-forme, à vérifier les conditions minimales d'acquisition (cohésion sociale, conditions technique etc.) et de leur amener à choisir les services.
- La réalisation d'une étude de faisabilité participative avant l'installation de toute PTFM et/ou équipement, une étude de faisabilité est effectuée avec les contributions de l'ensemble de la communauté villageoise (hommes, femmes, jeunes, etc.). La viabilité s'établit sur des critères sociaux, techniques et financiers. Cette étude permet aux futurs acquéreurs et usagers de confirmer leur décision d'acquisition basée sur des choix éclairés, d'identifier des partenaires pour l'entreprise énergétique, d'établir une ligne de base pour suivre et évaluer les résultats, de déterminer une stratégie et un plan d'action qui vont servir de base pour le suivi effectué par le programme en collaboration avec les gestionnaires.
- Une fois que la conclusion de l'étude de faisabilité est positive un plan d'action est élaboré avec les populations. Ce plan précise chronologiquement les engagements des 2 parties quant aux actions à mener notamment la mobilisation de la quote part des bénéficiaires, la construction de la maisonnette, les périodes des formations (alphabétisation, gestion et technique), et de l'installation de la plate-forme.
- La construction de la maisonnette est faite par les hommes comme contribution pour abriter la PTFM. Cette maisonnette plus le paiement de 200 000 FCFA constitue la contribution totale du village
- Après la mobilisation de la contribution du village et la construction de la maisonnette, vingt cinq (25) femmes sont formées en alphabétisation /gestion, en technique de conduite et d'entretien des équipements et en entrepreneuriat féminin. Ces formations permettront d'assurer la viabilité technique sociale et financière de la plate-forme. Pour la gestion, le Groupement des femmes (GF) élit parmi les auditrices formées, un Comité Féminin de Gestion de 8 membres qui a responsabilité de gérer les biens, vendre les services et rendre compte au GF et à l'ensemble de la population.
- Pendant que la formation en alphabétisation et en gestion se déroulent, les équipements de la plate-forme sont installés afin de permettre aux auditrices de faire la pratique.
- A la fin du processus d'installation et de formation des gestionnaires, l'exploitation de l'entreprise PTFM démarre et un suivi-évaluation (S&E) de l'entreprise énergétique, de ses gestionnaires et de leur relation avec la clientèle est mis en place durant deux années au

minimum et se termine par une revue participative ou une auto évaluation animée.

Aussi toutes les opérations techniques exigées par la plate-forme multifonctionnelle et ses équipements sont effectuées par le biais du secteur privé : importation, fabrication, achat, installation, réparation et maintenance. Le programme identifie et développe les compétences techniques et de gestion de mécaniciens et artisans ruraux existants. Ces derniers voient ainsi leur compétence augmentée et leur portefeuille d'activités et de clients élargis.

La grande majorité des formations est effectuée par des entreprises locales, elles-mêmes formées préalablement par le projet. Elles incluent des séances de transfert de connaissances comme des échanges d'expériences au sein de chaque groupe. Des réunions annuelles de capitalisation sont organisées pour les gestionnaires de la PTFM, les artisans et les Cellules d'appui conseil au sein des agences de réalisations locales.

Annexe V

Analyse coûts/avantages :

L'intérêt du projet est plus manifeste lorsqu'on en compare les coûts et les avantages. Comme indiqué précédemment, le coût d'une entreprise PTFM a baissé au fil des années, passant d'environ 43 000 USD durant la période 1996-1998 à 21 000 USD pendant la période 1999-2004. Au cours de cette dernière période, près de la moitié (9 900 USD) du coût total d'une entreprise était consacrée aux frais d'équipement liés à l'achat d'équipements, à l'installation, etc. Les dépenses intangibles liées aux études de faisabilité au niveau du village et à la formation représentaient 15 % (3 500 USD) du coût total d'une plate-forme. Les 35 % du coût restants (7 500 USD) étaient consacrés aux frais de développement institutionnel liés à l'opérationnalisation du service sur le terrain. Le financement de ces investissements provient de sources publiques et privées.

Par exemple, les coûts intangibles et institutionnels ont été couverts sous forme d'appui en nature par le gouvernement/projet, alors que le matériel a été financé par une combinaison d'apport communautaire ($\approx 25\%$) et d'une subvention ponctuelle octroyée par le gouvernement/projet ($\approx 75\%$). La structure des coûts de ce projet est similaire à celle du projet malien pour la période 1999-2004. Le coût total par bénéficiaire avoisine 93 USD⁴, si on exclut le coût lié à la préparation de la future extension du projet.

Ces derniers coûts sont liés aux activités qui comprennent le test des biocarburants et la mise en service des programmes PTFM nationaux en grandeur nature pour couvrir tous les villages ayant besoin d'une PTFM. En conséquence, ils ne doivent pas être imputés aux seuls bénéficiaires de ce projet. Au contraire, ils doivent être perçus comme un investissement dans l'accélération de l'extension des PTFM aux autres villages non ciblés par la présente proposition. Néanmoins, s'ils l'étaient, ces coûts d'extension se chiffraient à 11 USD par bénéficiaire, portant le coût total par bénéficiaire à 104 USD. Si l'apport communautaire est exclu du calcul, le coût total du projet baisse à 97 USD par bénéficiaire. Ce montant est largement inférieur à l'accroissement des revenus cumulés que les bénéficiaires devraient amasser pendant la durée de vie de la plate-forme ou au moins jusqu'au remplacement de son moteur. Il s'agit évidemment d'une estimation prudente ne prenant pas en compte les impacts du développement, qui ne sont pas faciles à chiffrer (par exemple, l'autonomisation des femmes et l'accroissement des potentialités éducatives), ni les avantages liés à la préparation de la future extension du projet, qui peut inclure l'utilisation de 200

⁴ Ce montant inclut l'apport communautaire, qui couvre environ 25 % des coûts du matériel

millions USD de ressources nationales/externes pour le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso et le Ghana.

Les avantages potentiels à tirer de l'amélioration de la productivité des petits exploitants, combinés aux avantages prévus en termes de développement au niveau national, justifient amplement une plus large réplique des plates formes multifonctionnelles.

Annexe VI

1. COORDONNATEUR NATIONAL

Titre du Programme :
Projet d'implantation de plates-formes multifonctionnelles pour la lutte contre la Pauvreté
Code du Programme :
Titre du poste : Coordonnateur National
Lieu d'affectation : Sévaré, Mali, avec mobilité sur tout le territoire national
Durée : Un (1) an, renouvelable dans la limite de la durée prévue dans le Document de Programme.

Objectifs du Programme :

Le PN-PTFM (2008-2011) vise l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural par un accroissement de l'accès à des services énergétiques de base, décentralisés, abordables et durables. Ces services fournis par la plate forme multifonctionnelle (PTFM), en priorité pour les femmes, pour des usages productifs et sociaux au sein des Communautés rurales. Le Programme s'intègre dans le CSCRP et contribue à la création de richesses pour une croissance pro pauvre et à la promotion de l'accès aux Services Sociaux de Base en milieu rural.

Responsabilités :

Le Coordonnateur du Programme est responsable, sous la supervision du Président du Comité de pilotage, des missions de l'Unité de Coordination Nationale du programme. Il veillera à l'atteinte des résultats du Programme, à l'application des décisions et recommandations du Comité de pilotage et au rapportage des activités du programme

Principales tâches :

- Coordonner la réalisation des activités du Programme PTFM sur la base des orientations définies par le Comité de pilotage;
- Assurer la supervision et l'animation de l'équipe de l'UCN;
- Veiller à la mise en œuvre d'une politique de renforcement des capacités du personnel de l'UCN et des partenaires de réalisation ;

- Assurer la gestion efficace et transparente des ressources humaines, financières et matérielles allouées au Programme ;
- Animer le processus de capitalisation des expériences et mettre à disposition du Comité de pilotage et des partenaires, les enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme;
- Veiller à la mise en place d'un système d'information partagé pour le suivi des opérations du Programme, à la disponibilité des informations nécessaires au suivi et à l'analyse des données sur le programme;
- Négocier les instruments de partenariats (institutionnels et opérationnels) et les signer;
- Organiser, la sélection des partenaires de réalisation, et s'assurer de leur performance;
- Etablir des contrats et conventions de partenariat;
- Veiller à l'application des normes de qualité dans les méthodologies d'intervention, les prestations du Programme et la prise en compte de l'aspect genre dans le Programme;
- Assurer le rapportage régulier des activités du programme au Comité de pilotage, en particulier la préparation des notes d'analyse stratégique, des plans de travail, des budgets et des rapports annuels, semestriels et trimestriels
- Assurer la mobilisation des ressources mises à la disposition du Programme;
- Servir d'interface entre le Programme et les institutions sectorielles et départements ministériels associés à sa mise en œuvre ;
- Procéder à l'évaluation annuelle des performances du personnel du programme suivant une grille approuvée par le Comité de Pilotage ;
- Faciliter la réalisation des missions d'audits, d'évaluations, d'études et le partage d'expériences au niveau sous régional.

Qualifications et expériences requises :

- Au minimum BAC plus 4 en Economie, en Gestion de projets, en Sociologie ou Ingénieur ;
- Bonne connaissance pratique et théorique de la problématique des stratégies de lutte contre la pauvreté et des méthodes participatives, notamment dans le cadre de projets opérant en milieu rural ;
- Au moins cinq ans d'expérience professionnelle au poste de Directeur ou de Coordonnateur d'une structure chargée de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des actions de développement orientées vers la lutte contre la pauvreté ;
- Bonne connaissance en planification stratégique ;
- Expérience dans le domaine de l'organisation de la formation et du renforcement de capacités ;
- Capacité d'animation d'une équipe pluridisciplinaire et bonne qualité de leadership ;
- Capacités de communication ;
- Bonne capacité rédactionnelle en français ;
- Maîtrise de l'outil informatique ;
- Capacités de travail en équipe et dans un environnement multiculturel ;
- Capacité à travailler sous pression ;
- Disponibilité immédiate.

2. CHEF DE LA DIVISION SOCIO ECONOMIE ET SUIVI EVALUATION

Titre du Programme	: Projet d'implantation de plates-formes multifonctionnelles pour la lutte contre la Pauvreté
Titre du poste	: Chef de la Division socio économie et suivi évaluation
Lieu d'affectation	: Sévaré/Mopti, avec mobilité sur tout le territoire national.
Durée	: Un (1) an, renouvelable dans la limite de la durée prévue dans le Document de Programme.

Objectifs du Projet :

Le projet d'implantation des plates-formes (2008-2011) vise l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural par un accroissement de l'accès à des services énergétiques de base, décentralisés, abordables et durables. Ces services fournis par la plate forme multifonctionnelle (PTF), en priorité pour les femmes, pour des usages productifs et sociaux au sein des Communautés rurales. Le Programme s'intègre dans le CSCRP (2007-2011) et contribue à la création de richesses pour une croissance et à la promotion de l'accès aux Services Sociaux de Base en milieu rural

Responsabilité principale :

Sous la supervision du Coordonnateur du Programme, définir et coordonner la stratégie d'animation, de développement des activités génératrices de revenus, la mise en œuvre des études de faisabilités et le suivi et l'évaluation des activités du Programme.

Principales Tâches :

En collaboration avec les autres chefs de divisions le travail à entreprendre comprendra entre autres, les activités suivantes :

- faire une analyse rétrospective des phases antérieures et conceptualiser l'approche du programme, c'est à dire rédiger un document de référence sur la démarche plate-forme permettant de produire différents outils d'information, de sensibilisation, d'orientation et de formation des cadres, des partenaires, des décideurs et des bailleurs de fonds.
- réaliser des études de cas dans les villages possédant des plates-formes, en examinant particulièrement les structures sociales, les relations entre les différentes couches sociales (femmes, hommes, garçons, filles), les instances de décision, les mécanismes de résolution des conflits, les stratégies de survie et d'insertion dans le circuit économique monétisé et au niveau de la diversification des activités génératrices de revenus.
- identifier des opportunités d'activités génératrices de revenus autour des plates-formes
- appuyer les populations dans la formulation des projets d'activités génératrices de revenus
- identifier les partenaires potentiels pour le financement des activités génératrices de revenus

- déterminer la faisabilité du projet de plate-forme et développer des critères permettant de garantir son succès au niveau des villages demandeurs.
- étudier, documenter et évaluer de manière continue les différentes démarches et mécanismes développés par le programme afin de garantir une évolution des méthodes et recherches adaptées aux circonstances et de garantir un transfert des connaissances, expériences et compétences.
- rechercher la collaboration avec les différentes institutions locales, nationales et sous-régionales d'analyse, de recherche et de formation en sciences sociales, techniques et économiques.
- Il est chargé de la mise en place de mécanisme de programmation du travail des partenaires, de l'élaboration d'une méthodologie de suivi-évaluation et des activités de formation destinée notamment à permettre aux villages et communautés de s'organiser pour gérer le changement résultant de l'acquisition d'une plate-forme.
- Il supervise également les assistants chargés du suivi évaluation, et celui des AGR et de la microfinance et le responsable de la saisie des données informatiques fournies par les différentes structures du programme.
- Il conceptualise et réalise des outils de travail (livrets de gestion financière destinés aux associations gérant les plates-formes, d'animation, d'études de faisabilité, etc.).
- Un programme de suivi-évaluation (technique, social et économique) sera mis en place. Une base de données permettant de suivre l'évolution de la situation durant le programme sera établie.
- Le chef de division de Suivi-Evaluation et Information fait le suivi des activités, de la rentabilité, de l'entretien et de l'utilisation de la plate-forme. Ce suivi doit évoluer en fonction des études socio-économiques et techniques réalisées dans le cadre de l'optimisation de l'équipement.
- Il conçoit la stratégie de communication du Programme ;
- Il produit des outils de diagnostic rapide, de suivi et d'évaluation participative pour appuyer les départements et les cellules.
- Il identifie les besoins en formation des collaborateurs et prestataires du programme de même que les partenaires en formation. Il devra également assurer cette formation directement ou indirectement à travers des partenaires.
- Il cherche de façon continue des pistes d'intervention pour assurer que les activités et résultats escomptés sont en phase de réalisation tout en garantissant la pérennité de l'équipement installé.

- Il intègre la dimension emploi et formation professionnelle dans la démarche globale du Programme et proposer des mesures allant dans ce sens.

Qualifications et expériences requises:

- Maîtrise en sciences sociales ou équivalent ;
- Bonne maîtrise des techniques de diagnostic participatif en milieu rural et bonne expérience en études de faisabilité participative ;
- Avoir une bonne expérience dans l'élaboration d'études de faisabilité de petite et micro entreprises ;
- Au moins 5 ans d'expérience professionnelle; dans des projets et programmes visant la dynamisation économique et la réduction de la pauvreté en milieu rural
- Avoir une bonne expérience en animation économique ;
- Capacité rédactionnelle en français et une maîtrise d'une des langues locales ;
- Bonne connaissance de l'outil informatique ;
- Aptitudes à travailler en équipe.

a. ASSISTANT CHARGE DE SUIVI-EVALUATION

Titre du Programme	: Projet d'implantation de plates-formes multifonctionnelles pour la lutte contre la Pauvreté
Code du Programme	:
Titre du poste	: Chargé de Suivi & Evaluation
Lieu d'affectation	: Sévaré/Mopti avec mobilité sur tout le territoire national.
Durée	: Un (1) an, renouvelable dans la limite de la durée prévue dans le Document de Programme.

Objectifs du Projet :

Le projet d'implantation des plates-formes (2008-2011) vise l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural par un accroissement de l'accès à des services énergétiques de base, décentralisés, abordables et durables. Ces services fournis par la plate forme multifonctionnelle (PTF), en priorité pour les femmes, pour des usages productifs et sociaux au sein des Communautés rurales. Le Programme s'intègre dans le CSCRP (2007-2011) et contribue à la création de richesses pour une croissance et à la promotion de l'accès aux Services Sociaux de Base en milieu rural

Responsabilité principale :

Sous la supervision du Coordonnateur et du responsable de la Division socio économie et suivi évaluation, assurer l'animation et conduire les activités du dispositif de suivi-évaluation.

Principales Tâches:

Le chargé de suivi évaluation effectuera les tâches suivantes :

- Participer à la mise en place du système de suivi évaluation du programme;
- Participer à la conception et diffusion des outils de collecte et de traitement de données adaptés aux besoins des membres du programme ;
- Contribuer à l'élaboration du cadre de références (contrat d'objectifs) permettant à chaque partie d'avoir un tableau de bord spécifique ;
- Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan de formation du programme par l'identification des besoins en formation et en renforcement de capacités des partenaires du programme dans le cadre du suivi évaluation,
- Veiller à l'alimentation et à l'exploitation régulière des données du système d'information régional de l'Observatoire Informatisé du Suivi & Evaluation (OISE);
- Assister à la conduite des travaux d'analyse d'impact socio économique du programme;
- Participer à l'articulation du système d'informations de la PTF avec le système statistique national notamment sur les conditions de vie des ménages et la pauvreté;
- Participer à l'élaboration des rapports et plans de travail du Programme;
- Assurer toute autre tâche jugée nécessaire par le Coordonnateur dans la dynamique de groupe de l'Unité de Coordination pour l'atteinte des objectifs du Projet.

Qualifications et expériences requises:

- Maîtrise en Sciences Sociales, Statistique, en développement rural ou équivalent ;
- Au moins cinq (5) ans d'expérience en suivi-évaluation dans des programmes/projets de développement ;
- Capacités d'analyse et de prospective socio économique
- Capacité de planification participative et d'organisation
- Bonne maîtrise des outils de suivi-évaluation en particulier des outils informatiques;
- Capacités rédactionnelles en français ; ;
- Aptitude à travailler en équipe
- Disponibilité immédiate.

b. ASSISTANT CHARGE(E) DES AGR ET DE LA MICRO FINANCE

Titre du Programme	: Programme de Développement des plates-formes multifonctionnelles pour la lutte contre la Pauvreté Code du Programme :
Titre du poste	: Expert chargé des Activités Economiques
Lieu d'affectation	: Sévaré/Mopti, avec mobilité sur le territoire national
Durée	: Un (1) an, renouvelable dans la limite de la durée prévue dans le Document de Programme.

Objectifs du Projet :

Le projet d'implantation des plates-formes (2008-2011) vise l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural par un accroissement de l'accès à des services énergétiques de base, décentralisés, abordables et durables. Ces services fournis par la plate forme multifonctionnelle (PTF), en priorité pour les femmes, pour des usages productifs et sociaux au sein des Communautés rurales. Le Programme s'intègre dans le CSCRP (2007-2011) et contribue à la création de richesses pour une croissance et à la promotion de l'accès aux Services Sociaux de Base en milieu rural

Responsabilité principale :

Sous la supervision du Coordonnateur national et du responsable de la Division socio économie et Suivi évaluation, assurer le développement, l'animation et le suivi des activités économiques autour de la PTF, notamment celles orientées vers la génération de revenus, le développement de l'entrepreneuriat local et la pérennisation des activités..

Principales Tâches :

Le/la chargé (e) des GR et de la micro finance effectuera les tâches suivantes :

- Participer à l'appui des groupements villageois dans la gestion de la PTF, le développement de l'esprit d'entrepreneuriat par l'appui à l'identification et la création d'activités génératrices de revenus autour de la plate-forme ;
- Contribuer à l'intégration des activités de la PTF dans la dynamique du développement économique local,
- Participer à l'identification de l'offre locale en matière d'appui financier et non financier et favoriser la mise en relation avec les acteurs et partenaires de la PTF;
- Participer à la constitution de portefeuilles de projets dans les filières de production de l'économie locale ;

- Participer au renforcement des capacités des agents du projet en outils et méthodes d'animation économique ;
- Contribuer à l'élaboration et au suivi des plans de renforcement de capacités des acteurs et partenaires du Programme;
- Participer, en collaboration avec le chargé de suivi évaluation, au suivi permanent des indicateurs et aux évaluations d'impact;
- Participer à l'élaboration des plans de travail et rapports d'avancement du programme ;
- Contribuer à la réflexion, stratégique sur le développement de la PTF et à la capitalisation des bonnes pratiques, notamment sur le volet économique;
- Assurer toute autre tâche jugée nécessaire par le Coordonnateur dans la dynamique de groupe de l'Unité de Coordination pour l'atteinte des objectifs du Programme.

Qualifications et expériences requises:

- Maîtrise en Economie ou en Gestion des entreprises ;
- Bonne maîtrise des techniques de diagnostic participatif en milieu rural et bonne expérience en études de faisabilité participative ;
- Avoir une bonne expérience dans l'élaboration d'études de faisabilité de petite et micro entreprises ;
- Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans des projets et programmes visant la dynamisation économique et la réduction de la pauvreté en milieu rural
- Avoir une bonne expérience en animation économique ;
- Capacité rédactionnelle en français et une maîtrise d'une des langues locales ;
- Bonne connaissance de l'outil informatique ;
- Aptitudes à travailler en équipe.

c. AGENT DE SAISIE

Titre du Projet	: Programme de Développement des plates-formes multifonctionnelles pour la lutte contre la Pauvreté
Titre du poste	: Agent de saisie
Lieu d'affectation	: Sévaré/Mopti, avec mobilité sur tout le territoire national.
Durée	: Un (1) an, renouvelable dans la limite de la durée prévue dans le Document de Programme.

Objectifs du Projet :

Le projet d'implantation des plates-formes (2008-2011) vise l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural par un accroissement de l'accès à des services énergétiques de base, décentralisés, abordables et durables. Ces services fournis par la plate forme multifonctionnelle (PTF), en priorité pour les femmes, pour des usages productifs et sociaux au sein des Communautés rurales. Le Programme s'intègre dans le CSCRP (2007-2011) et contribue

à la création de richesses pour une croissance et à la promotion de l'accès aux Services Sociaux de Base en milieu rural

Responsabilité principale :

Sous la supervision directe du chef de la Division socio économie et suivi évaluation, il assiste ce dernier dans la saisie et le classement des données d'études et de suivi évaluation

Principales Tâches:

L'agent de saisie effectuera les tâches suivantes :

- Saisir tous les documents et données mis à sa disposition par le responsable de la division,
- Classer et archiver les données saisies,
- Assurer toute autre tâche jugée nécessaire par le Coordinateur dans la dynamique de groupe de l'Unité de Coordination pour l'atteinte des objectifs du Programme.

Qualifications et expériences requises:

- Brevet de Technicien (Diplôme d'Etat ou homologué par l'Etat) ;
- Maîtrise de l'outil informatique : Word, Excel, Email et base de données ;
- Bonne maîtrise du français ;
- Trois ans dans un poste similaire ;
- Esprit d'initiative et rapidité dans l'exécution ;
- Gestion des situations complexes ;
- Esprit d'équipe;
- Disponibilité immédiate.

3. CHEF DE LA DIVISION COMMUNICATION

Titre du Programme : Programme de Développement des plates-formes multifonctionnelles pour la lutte contre la Pauvreté

Titre du poste : Chef de la Division communication

Lieu d'affectation : Sévaré/Mopti, avec mobilité sur tout le territoire national.

Durée : Un (1) an, renouvelable dans la limite de la durée prévue dans le Document de Programme.

Objectifs du Projet :

Le projet d'implantation des plates-formes (2008-2011) vise l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural par un accroissement de l'accès à des services énergétiques de

base, décentralisés, abordables et durables. Ces services fournis par la plate forme multifonctionnelle (PTF), en priorité pour les femmes, pour des usages productifs et sociaux au sein des Communautés rurales. Le Programme s'intègre dans le CSCRP (2007-2011) et contribue à la création de richesses pour une croissance et à la promotion de l'accès aux Services Sociaux de Base en milieu rural

Responsabilité principale :

Sous la supervision du Coordonnateur du Programme, le chef de la Division communication est chargé d'apporter un appui technique aux actions de communication et de promotion du projet. A ce titre, il participe à l'élaboration de la stratégie de communication du programme et apporte un support technique aux différentes parties prenantes dans la mise en œuvre de leur plan d'animation.

Principales Tâches:

Le chef de la division Communication effectuera les tâches suivantes :

- Assister le Coordonnateur à doter le Programme d'une stratégie de communication et de plaider pour la promotion de la PTF
- Assister les Experts et les antennes, dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'animation et de plaider,
- Assister le coordonnateur dans le suivi des actions d'information Education communication (IEC)
- Assurer la gestion des supports et outils de communication du programme, leur mise à disposition aux parties prenantes ;
- Participer à la préparation des rapports et plans de travail du Programme ;
- Assurer toute autre tâche jugée nécessaire par le Coordinateur dans la dynamique de groupe de l'Unité de Coordination pour l'atteinte des objectifs du Programme.

Qualifications et expériences requises:

- Diplôme universitaire en techniques de l'information ou équivalent ;
- Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la communication ou de l'animation;
- Bonne maîtrise des outils de communication ;
- Aptitudes à l'animation
- Maîtrise du français et au moins d'une langue locale de la zone du projet ;
- Grande aptitude à travailler en équipe;
- Disponibilité immédiate

a. ASSISTANT CHARGE DE LA COMMUNICATION

Titre du Programme	: Programme de Développement des plates-formes multifonctionnelles pour la lutte contre la Pauvreté
Titre du poste	: Assistant chargé de la communication
Lieu d'affectation	: Sévaré/Mopti, avec mobilité sur tout le territoire national.
Durée	: Un (1) an, renouvelable dans la limite de la durée prévue dans le Document de Programme.

Objectifs du Projet :

Le projet d'implantation des plates-formes (2008-2011) vise l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural par un accroissement de l'accès à des services énergétiques de base, décentralisés, abordables et durables. Ces services fournis par la plate forme multifonctionnelle (PTF), en priorité pour les femmes, pour des usages productifs et sociaux au sein des Communautés rurales. Le Programme s'intègre dans le CSCRP (2007-2011) et contribue à la création de richesses pour une croissance et à la promotion de l'accès aux Services Sociaux de Base en milieu rural

Responsabilité principale :

Sous la supervision directe du chef de Division Communication, l'assistant chargé de la communication est chargé d'apporter un appui au Responsable de la Division communication. A ce titre, il participe à l'élaboration de la stratégie de communication du programme.

Principales Tâches:

L'Assistant chargé de la Communication effectuera les tâches suivantes :

- Assister le Chef de la Division Communication à la conception de la stratégie de communication et de plaider pour la promotion de la PTF
- Assister les Experts et les antennes, dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'animation et de plaider,
- Assister le Chef de la Division Communication dans le suivi des actions d'information Education communication (IEC)
- Appuyer le chef de Division Communication dans la gestion des supports et outils de communication du programme, leur mise à disposition aux parties prenantes;
- Participer à la préparation des rapports et plans de travail du Programme;
- Assurer toute autre tâche jugée nécessaire par le Coordinateur dans la dynamique de groupe de l'Unité de Coordination pour l'atteinte des objectifs du Programme.

Qualifications et expériences requises:

- Diplôme universitaire en techniques de l'information ou équivalent ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la communication ou de l'animation;
- Bonne maîtrise des outils de communication ;
- Aptitudes à l'animation
- Maîtrise du français et au moins d'une langue locale de la zone du projet ;
- Grande aptitude à travailler en équipe;
- Disponibilité immédiate

4. CHEF DE DIVISION TECHNIQUE

Titre du Programme	:	Programme de Développement des plates-formes multifonctionnelles pour la lutte contre la Pauvreté
Code du Programme	:	
Titre du poste	:	Expert Appui Technique et technologique
Lieu d'affectation	:	Sévaré, Mali avec mobilité sur tout le territoire national
Durée	:	Un (1) an, renouvelable dans la limite de la durée prévue dans le Document de Programme.

Objectifs du Programme :

Le PN-PTFM (2008-2011) vise l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural par un accroissement de l'accès à des services énergétiques de base, décentralisés, abordables et durables. Ces services fournis par la plate forme multifonctionnelle (PTFM), en priorité pour les femmes, pour des usages productifs et sociaux au sein des Communautés rurales. Le Programme s'intègre dans le CSCRP et contribue à la création de richesses pour une croissance pro pauvre et à la promotion de l'accès aux Services Sociaux de Base en milieu rural

Responsabilité principale :

Assister le Coordonnateur du Programme dans le développement, l'animation, le transfert de compétences et l'évaluation des activités à caractère technique et technologique du Programme, notamment les activités orientées vers l'atteinte des objectifs d'implantation et de développement technologique de la plate-forme (PTFM).

Principales Tâches:

L'Expert Technique effectuera les tâches suivantes :

- Superviser, en étroite collaboration avec les partenaires , l'installation des PTF, dans le respect des standards et normes de qualité requis
- Développer une capacité technique nationale d'installation et de maintenance des PTF;
- Former et animer un réseau d'échanges et de partage entre entrepreneurs, artisans mécaniciens et électriciens autour de la PTF
- Assurer l'appui conseil aux techniciens des partenaires du Programme;
- Contribuer à l'élaboration du plan de renforcement de capacités des partenaires du Programme ;
- Initier des partenariats en matière de recherche développement pour satisfaire les besoins en innovations technologiques ;
- Participer à l'élaboration des plans de travail et rapports d'avancement dur Programme;
- Préparer, en collaboration les partenaires stratégiques du programme la mise en œuvre des conventions et protocoles de partenariat à caractère technique ;
- Coordonner la mise en œuvre de toutes recommandations concernant le programme et relatives au domaine technique et technologique ;
- Contribuer au suivi évaluation des activités de la PTF, à la capitalisation et au développement des expériences autour de la PTF ;
- Participer au réseau régional d'échanges et de partage initié par le PREP ;
- Assurer toute autre tâche jugée nécessaire par le Coordonnateur dans la dynamique de groupe de l'Unité de Coordination pour l'atteinte des objectifs du Programme.

Qualifications et expériences requises:

- Diplôme d'Ingénieur Technologue ou d'Ecole Supérieure de Technologie ;
- Bonne maîtrise de la mécanique des moteurs diesels, de l'électricité industrielle, de la plomberie et de la tuyauterie industrielle ;
- Expérience pratique dans le domaine de la transformation des produits agricoles et dans le machinisme agricole ;
- Au moins cinq (5) ans d'expérience en matière de gestion des sous-traitances avec des tâcherons locaux, de formation d'artisans entrepreneurs, bonne connaissance des centres de formation techniques;
- Aptitudes en animation de groupe;
- Dispositions à travailler en équipe et capacité à communiquer.

a. TECHNICIEN

Titre du Programme	:	Programme de Développement des plates-formes multifonctionnelles pour la lutte contre la Pauvreté
Code du Programme	:	
Titre du poste	:	Technicien
Lieu d'affectation	:	Sévaré, Mali avec mobilité sur tout le territoire national
Durée	:	Un (1) an, renouvelable dans la limite de la durée prévue dans le Document de Programme.

Objectifs du Programme :

Le PN-PTFM (2008-2011) vise l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural par un accroissement de l'accès à des services énergétiques de base, décentralisés, abordables et durables. Ces services fournis par la plate forme multifonctionnelle (PTFM), en priorité pour les femmes, pour des usages productifs et sociaux au sein des Communautés rurales. Le Programme s'intègre dans le CSRP et contribue à la création de richesses pour une croissance pauvre et à la promotion de l'accès aux Services Sociaux de Base en milieu rural

Responsabilité principale :

Assister le Responsable de la Division Technique dans le développement, l'animation, le transfert de compétences et l'évaluation des activités à caractère technique et technologique du Programme. Il suivra sur le terrain les travaux initiés avec les partenaires et notamment les activités orientées vers l'atteinte des objectifs d'implantation et de développement technologique de la plate-forme (PTFM).

Principales Tâches:

Le technicien s'occupera des tâches suivantes :

- Suivre en étroite collaboration avec les partenaires régionaux , l'installation des PTF, dans le respect des standards et normes de qualité requises;
- Assister le chef de Division dans le développement d'une capacité technique nationale d'installation et de maintenance des PTF;
- Appuyer le chef de division dans l'organisation et l'animation d'un réseau d'échanges et de partage entre entrepreneurs, artisans mécaniciens et électriciens autour de la PTF;
- Aider le chef de Division dans l'élaboration du plan de renforcement de capacités des partenaires du Programme;

- Assister le chef de Division dans le suivi des partenariats en matière de recherche développement pour satisfaire les besoins en innovations technologiques;
- Aider à la mise en œuvre des plans de travail et l'élaboration des rapports d'avancement du Programme;
- Suivre sur le terrain les activités de la PTF, la réalisation des expériences autour de la PTF ;
- Apporter un appui conseil aux prestataires/partenaires techniques du projet

Qualifications et expériences requises:

- Diplôme de Technicien ou de niveau CAP en mécanique et/ou électricité
- Bonne maîtrise de la mécanique des moteurs diesels, de l'électricité industrielle, de la plomberie et de la tuyauterie industrielle ;
- Avoir une bonne connaissance dans le domaine des plates formes ;
- Expérience pratique dans le domaine de la transformation des produits agricoles et dans le machinisme agricole ;
- Au moins cinq (5) ans d'expérience en matière de gestion des sous-traitances avec des tâcherons locaux, de formation d'artisans entrepreneurs, bonne connaissance des centres de formation techniques;
- Aptitudes en animation de groupe;
- Dispositions à travailler en équipe et capacité à communiquer.